

PRÉSIDENTIE - PORTE-PAROLE - PANDÉMIE

Mohand Oussaïd Belaid appelle les citoyens à davantage de discipline

P. 24

APN

Deux projets de lois soumis au vote avec débat restreint

P. 24

JUSTICE

Zeghmati : "Le Code pénal, révisé dans sa totalité"

P. 4

FAUSSES NOUVELLES SUR LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES

Faire prendre conscience du danger sur les personnes et la société

Au moment où l'humanité fait face à l'une de ses pires crises sanitaires, le fléau des fausses nouvelles prend de l'ampleur, avec parfois des effets désastreux sur les personnes et la collectivité. Beaucoup se font émetteurs ou relais de ces fausses nouvelles, en méconnaissance de cause, sans mauvaise intention. Pour d'autres, par contre, c'est une "arme de déstabilisation massive" qui ne coûte rien. Le cadre juridique envisagé vise donc à situer les responsabilités et à amener tout un chacun à prendre conscience des multiples dangers que font courir certaines fausses nouvelles, aux individus, à l'Etat et à la cohésion de la société.

P. 4

DKnews



MOUDJAHIDINE-SOLIDARITÉ

Les centres de repos des moudjahidine convertis en lieux de quarantaine

P. 3

SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Evaluation de l'impact de la pandémie

P. 6

CORONAVIRUS/LUTTE

L'Algérie reçoit un nouveau don médical de la Chine

P. 10

COMMERCE-COMPTES SOCIAUX

Le délai de dépôt des comptes sociaux prorogé à fin septembre (CNRC)

P. 2

SANTÉ

ANTI-DÉPRESSEURS
Quels sont leurs effets secondaires ?

P.p 12-13

FOOTBALL

AFRIQUE
Bounedjah meilleur buteur africain en matchs internationaux depuis 2017

P. 21



CORONAVIRUS-PANAMA
Des caméras thermiques dans le métro pour repérer des malades

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Destruction d'une casemate et de deux bombes de confection artisanale

P. 24

COMMERCE - CNRC

Le délai de dépôt des comptes sociaux prorogé à fin septembre



L'opération de dépôt des comptes sociaux par les opérateurs économiques au niveau du Centre National du Registre du Commerce (CNRC) pour l'exercice 2019 a été prorogée "exceptionnellement" jusqu'à la fin du mois de septembre, a indiqué mardi le CNRC dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte et la prévention contre la pandémie de coronavirus et après l'instauration du confinement sanitaire, le ministre du commerce, Kamel Rezig a décidé la prorogation exceptionnelle du délai de dépôt des comptes sociaux de l'exercice 2019 jusqu'au 30 septembre au lieu de la date du 31 juillet prévue initialement", a précisé la même source.

Le CNRC a également incité les opérateurs économiques à respecter les conditions d'hygiène édictées par les autorités sanitaires, notamment en matière de distanciation sociale.

MOUDJAHIDINE/DÉCÈS

Le moudjahid Nour Benameur n'est plus

Le moudjahid Nour Benameur est décédé à l'âge de 87 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris mardi auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

Né en 1933 dans la commune d'Ain El Orak, daïra d'El Abiodh Sidi Cheikh, à El Bayadh, le défunt, issu d'une famille révolutionnaire exerçant l'agriculture et l'élevage, rejoignit les écoles coraniques tout en aidant ses parents grâce à son travail dans l'agriculture.

À l'âge de 20 ans, feu Nour Benameur a rejoint les rangs de la révolution sitôt qu'elle eut éclaté, au moment où son cousin, le commandant Nour El Bachir, le chargea d'alimenter la guerre en renseignements.

C'est ainsi que les informations parvenaient à la 3e région, alors que la ville d'El Bayadh était clôturée en fil de fer barbelés, avant que le défunt ne soit capturé et retenu prisonnier jusqu'à l'indépendance.

Au lendemain de l'indépendance, le défunt n'a eu de cesse de servir son pays dans le secteur de la Justice où il prit sa retraite. En cette douloureuse épreuve, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a adressé à la famille du défunt "ses sincères condoléances et sa profonde compassion, priant le Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter réconfort à sa famille et ses compagnons".

ACCIDENTS DE LA ROUTE

14 mort et 738 blessés en une semaine (Protection civile)

Quatorze (14) personnes ont trouvé la mort et 738 autres ont été blessées dans 626 accidents de la circulation survenus durant la période du 12 au 18 avril courant à travers le territoire national, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Sétif avec trois (3) personnes décédées et 28 autres blessées dans 24 accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont effectué 639 interventions pour procéder à l'extinction de 434 incendies urbains, industriels et autres, ainsi que 6710 interventions pour l'exécution de 6013 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses, ajoute le communiqué.



CARBURANTS - RAMADHAN

Naftal rassure sur la disponibilité des produits pétroliers



La Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal) a rassuré mardi sur la disponibilité des produits pétroliers durant le mois de Ramadhan sur l'ensemble du réseau national de stations-services.

Naftal informe sa clientèle qu'en prévision du mois sacré de Ramadhan, et à l'instar des autres jours, « toutes les dispositions sont prises pour assurer un approvisionnement régulier et permanent du marché national en carburant et en gaz butane », a indiqué un communiqué de la Société.

À cet effet, précise la même source, Naftal rassure que son réseau de stations-services, composé de 2.400 stations-services, implantées à travers l'ensemble du territoire national, restera ouvert conformément aux horaires établis par les pouvoirs publics, à la faveur de la décision de confinement appliquée aux wilayas concernées suite à la propagation de la pandémie Covid-19.

Naftal a précisé également que « durant les horaires du confinement, un service minimum sera assuré pour les besoins d'urgences et exceptionnels, notamment la clientèle menue d'autorisation de circulation, des services hospitaliers et des corps constitués ».

Par ailleurs, la filiale du Groupe Sonatarch a rappelé que la consommation nationale en carburants a connu durant la période du confinement une baisse substantielle, avoisinant les 50%, tous produits confondus, se traduisant par une augmentation conséquente des volumes de stocks, tant en carburants qu'en GPL.

C'est ainsi qu'il a été enregistré, selon la même source, un taux de remplissage respectif de près de 64% en carburant, soit une autonomie nationale de 10 jours, et de 85% en butane conditionné, représentant une autonomie nationale de 9 jours.

BOUMERDES

Réouverture d'une polyclinique à Beni Amrane équipée par un bienfaiteur

La polyclinique "Chahid Said Bahar" de Beni Amrane (Est de Boumerdes) a été rouverte, mardi, suite à son équipement par un bienfaiteur, dans le cadre de l'effort de solidarité de lutte contre le nouveau Coronavirus (Covid-19). La mise en service de la structure, totalement réaménagée grâce à un financement sectoriel centralisé, a été lancée par le wali Yahia Yahiatene, en présence de responsables du secteur local de la santé, de citoyens, et du bienfaiteur, qui a fait don des équipements de cette polyclinique. Toujours au titre du renforcement des prestations du secteur de la santé à Boumerdes, en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle, une nouvelle salle de soins a été ouverte, mardi, à la cité "Ouled Ali" de Khmiss el Khechna, à l'ouest de Boumerdes. La structure, réalisée dans le cadre des programmes de développement sectoriel, est destinée aux consultations et soins médicaux, et à la vaccination des enfants, tout en contribuant, également, dans l'effort de lutte contre le Covid-19.

L'opportunité a, également, donné lieu à l'équipement des hôpitaux de Thénia et Bordj Me nail en scanners, destinés au diagnostic des cas de suspicion du Covid-19, avec un encadrement assuré par des médecins du service de confinement et des radiologues. À noter que le secteur de la santé, à Boumerdes, a réceptionné, cette semaine, un don de la part de bienfaiteurs, représenté par des équipements médicaux nécessaires pour la réalisation des analyses de dépistage du Covid-19.

CRIMINALITÉ - BATNA

Saisie de 4 véhicules objet de contrebande internationale

Les services de la sûreté de daïra d'El Djezar, relevant de la sûreté de la wilaya de Batna, ont réussi à saisir 4 véhicules touristiques faisant l'objet de contrebande internationale et procédé à l'arrestation de 7 personnes, a-t-on appris, mardi, de ce corps de sécurité. La même source a indiqué que cette opération "d'envergure", a permis l'interpellation de 7 personnes âgées entre 27 et 51 ans pour "imitation de sceaux de l'Etat, faux et usage de faux, conversion de véhicules d'origine étrangère et usurpation de l'identité et des attributs d'autrui". Un dossier pénal a été élaboré à l'encontre de chacun des prévenus, en vue de les traduire devant la justice, a-t-on ajouté.

CORONAVIRUS - SOLIDARITÉ

Livraison de plus de 3.500 masques de protection à visière aux hôpitaux et cliniques de 7 wilayas de l'Ouest

Plus de 3.500 masques de protection à visière et à façade rigide en plastique fabriqués par des enseignants, chercheurs et étudiants de l'Université des sciences et technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB) ont été livrés aux établissements de santé de la wilaya d'Oran et à ceux de six autres wilayas de la région ouest du pays, a-t-on appris mardi après des initiateurs de cette opération.

Depuis le lancement de l'opération de fabrication le 23 mars derniers, la plateforme technologique (CRTI) de l'USTO s'attèle à satisfaire les besoins des établissements sanitaires de la wilaya d'Oran en matière de masques de protection à visière à hauteur de 80%, a indiqué le directeur de la plateforme et initiateur de l'opération, Amine Iles. "À Oran, nous avons fini d'équiper les services en relation directe avec le Covid-19 dans les établissements sanitaires et nous en sommes à l'équipement des services secondaires d'appoint, aussi important que les premiers", a-t-il déclaré à l'APS, ajoutant "nous avons aussi élargi notre travail de fabrication et livraison vers d'autres wilayas qui ont affiché leurs besoins en masques de protection. Il s'agit de Mascara, Sidi Bel-Abbes, Mostaganem, Tlemcen, Relizane et Saïda". En tous, plus de 3.500 masques ont été livrés aux établissements sanitaires dans 7 wilayas de l'Ouest, dont Oran, a fait savoir Amine Iles, qui a signalé que d'autres organismes ont aussi bénéficié, en particulier les services de la protection civile, qui sont les premiers à être en contact avec les personnes atteintes du coronavirus.

COMMERCE - BOUMERDES

Saisie d'un atelier de confection de produits désinfectants et pharmaceutiques non conformes à Ouled Moussa

Un atelier de confection de produits désinfectants et pharmaceutiques non conformes a été saisi, dans la commune d'Ouled Moussa (Ouest de Boumerdes), a-t-on appris, mardi, auprès d'une source de la sûreté de wilaya. Cette opération a été réalisée sur la base d'informations parvenues à la sûreté urbaine d'Ouled Moussa, portant sur une personne exerçant une activité commerciale dans un atelier de production illégale, a indiqué à l'APS le chargé de la cellule de communication près ce corps sécuritaire, le commissaire de police, Krime Touati. Les investigations menées, à ce propos, en coordination avec la direction du commerce de la wilaya, ont permis la découverte, a-t-il ajouté, d'un atelier activant dans la confection de produits (hygiéniques et de désinfection, et autres produits pharmaceutiques, dont des alcools chirurgicaux), "non conformes aux normes d'hygiène et à la réglementation en vigueur", a-t-il souligné. L'opération a abouti à la saisie de 8.218 litres de matières premières brutes d'origine inconnue, destinées à la confection de produits d'hygiène, outre 2.342 litres de liquide désinfectant, 1.280 kg de sel iodé, 575 kg de bicarbonate de soude, 375 kg de produits chimiques en poudre, 910 kg de produits chimiques liquide d'origine et 1.160 flacons de gel désinfectant prêts à la vente.

Tous les équipements de cet atelier ont été, également, saisis, dans l'attente du transfert du dossier de cette affaire aux autorités judiciaires compétentes, a-t-on ajouté de même source.

PRÉSIDENCE Porte-parôle : "asseoir un nouveau mode de gouvernance basé sur la transparence et l'efficacité"

Le ministre Conseiller à la communication, Porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd a affirmé, mardi à Alger, que l'attachement de la présidence de la République à instituer une communication permanente en direction des citoyens dénote "des prémices d'un nouveau mode de gouvernance basé sur la transparence et l'efficacité".

Soulignant, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la Présidence, "la fluidité de l'information instaurée par la présidence de la République à travers des communiqués quasi quotidiens pour tenir informée l'opinion publique de tous les développements", il a affirmé que "c'est là, les prémices d'un nouveau mode de gouvernance basé sur la transparence, l'efficacité et la communication directe avec le citoyen", "une communication qui était absente auparavant", a-t-il relevé.

Le ministre Conseiller a précisé que sa rencontre avec les journalistes avait pour but "d'apporter les informations justes pour battre en brèche les rumeurs et les informations tendancieuses", évoquant "un climat d'optimisme quant à une plus grande maîtrise de la pandémie du Covid-19 au vu des indicateurs positifs sur l'amélioration de la situation sanitaire dans le pays ces derniers jours".

Il a rappelé, par ailleurs, que "cette pandémie n'a nullement empêché le Président de la République de superviser au quotidien les activités du Gouvernement, de donner les instructions et directives nécessaires et de suivre l'évolution de la situation régionale et internationale, notamment dans le Sahel".

A une question sur le mouvement opéré récemment par le Président de la République au niveau de l'institution militaire, M. Belaïd a répondu que "ces changements, tout à fait ordinaires, s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle vision du Président de la République pour l'édification d'un Etat de droit et d'institutions".

Cernant la prolongation du confinement sanitaire jusqu'au 29 avril, Porte-parole officiel de la présidence de la République a expliqué que cette décision "relève de la compétence des experts, des médecins et du comité scientifique, qui ont jugé nécessaire la prolongation jusqu'à cette date".

Il a précisé, en outre, que la levée du confinement était tributaire de deux paramètres : "la discipline dont font montre les citoyens et le respect des mesures de prévention".

S'agissant du projet de révision constitutionnelle, le Porte-parole officielle de la Présidence a indiqué qu'aucune date n'est fixée pour le parachèvement de ce dossier. "Pour l'heure, tout le monde est occupé par la situation sanitaire mais une fois l'acalmie revenue, nous reprendront ce dossier sans tarder", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, il a fait savoir que "les dons numéraires versés dans les comptes dédiés à la lutte contre le COVID-19 s'élevaient, jusqu'à hier lundi, à quelque 230 milliards de cen-



times et près de 1 million de dollars". "Par souci de transparence et d'honnêteté dans l'Algérie Nouvelle et afin de barrer la route à toute mauvaise interprétation de la part de ceux, habitués à pêcher en eaux troubles, je vous informe qu'une commission composée du Croissant rouge algérien (CRA) et des représentants de la société civile, sera mise en place sous la supervision du Premier ministre, après la fin de cette pandémie, a-t-il déclaré.

Cette commission "aura pour mission de présenter des propositions au Président de la République sur les modalités de distribution de ces dons à qui droit, impactés par la pandémie", a précisé le porte-parole officiel de la présidence de la République.

D'autre part, M. Belaïd a mis en avant "le soutien ferme du Président Tebboune la liberté de la presse à travers l'encouragement de la formation et du professionnalisme, et l'accès des journalistes aux institutions". Il a relevé, toutefois, que cette liberté obéit à trois règles à savoir "le respect de la loi sur l'information, de l'éthique et des moeurs générales qui sont les limites de la liberté de la presse en Algérie".

Répondant à une question sur l'arrestation de certains journalistes et des pressions exercées sur certains journaux, le ministre conseiller a soutenu que "l'Algérie s'attèle à l'édification d'un Etat de droit et il existe des pratiques auxquelles se sont habitués certains, des pratiques qui n'ont pas de place dans un Etat de droit".

Il a souligné, à ce titre, "l'encouragement total à la liberté de la presse en Algérie", soutenant qu'aucun pays dans la région arabe ou en Afrique ne dispose d'autant de médias, de sites électroniques et de chaînes de télévisions privées".

A une question sur le rôle de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) dans la lutte contre les informations fallacieuses (fake news), il a précisé que cette instance, présidée par Mohamed Louber, "existe bel et bien, et elle est en réalité en cours de formation", ajoutant qu'"auparavant elle n'était pas opérationnelle ni efficiente d'ailleurs". L'ARAV dispose désormais d'un nouveau siège et d'un président. Cependant, les

circonstances actuelles induites par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus ont fait que son travail, en tant que force sur le terrain, soit ajourné", a-t-il expliqué.

A cet effet, il a ajouté que "le ministère de la Communication fait son devoir pour combler le manque provisoire dans l'activité de cette autorité".

Dossier libyen : l'Algérie continuera à assumer son rôle intégral désintéressé de tout calcul

Evoquant le dossier libyen, le Porte-parole officiel de la présidence de la République a indiqué que l'Algérie "continuera à assumer son rôle intégral désintéressé de tout calcul, que d'autres font au détriment des vies des innocents en Libye" et que "rien ne saura être décidé en Libye sans l'accord de l'Algérie, encore moins contre elle".

"Il s'agit là d'un devoir national et d'une dette vis-à-vis de ce peuple frère qui a été aux cotés de l'Algérie durant sa Guerre de libération, et l'Algérie ne peut oublier ceux qui l'ont soutenu dans les moments difficiles", a-t-il déclaré.

En réponse à une question sur "l'opposition de parties étrangères" à la nomination de l'ancien ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra au poste d'Envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, M. Belaïd a expliqué que la candidature de ce dernier "n'avait pas jouit de l'accord d'un membre du Conseil de sécurité et que les informations dont il dispose laissent penser que les réserves de ce membre "obéiraient (...) à des considérations intérieures servant certains régimes, qui n'ont aucun intérêt dans le règlement du problème du peuple libyen".

A une question sur la campagne ciblant la diplomatie Algérienne, le Porte-parole officiel de la présidence de la République a répondu que les déclarations du Président Tebboune quant au recouvrement par l'Algérie de son rôle régional "ont probablement dérangé certains Etats et régimes qui auraient préféré que la voix de l'Algérie demeure inaudible".

Cependant, a-t-il précisé, "ceci ne change rien dans la détermination de l'Algérie à jouer pleinement son rôle, qu'on le veuille ou pas".

Au volet économique, M. Belaïd a assuré que La crise financière engendrée par la chute des prix du pétrole, suite à la propagation de la pandémie de coronavirus à travers le monde, demeure "maîtrisée" par l'Algérie. "La crise financière engendrée par la chute des prix du pétrole, suite à la propagation de la pandémie de coronavirus à travers le monde, demeure "maîtrisée" par l'Algérie, exprimant son souhait de voir le marché mondial (de pétrole) reprendre son souffle et les prix remontés aux niveaux qui soulagent les producteurs et les consommateurs", souhaitant voir "le marché mondial (de pétrole) reprendre son souffle et les prix remonter aux niveaux qui soulagent et les producteurs et les consommateurs". Evoquant "les mesures prises lors du Conseil des ministres tenu il y a deux mois environ sous la présidence du président de la République pour faire face à la chute des prix du pétrole", il a cité "la réduction escomptée de 30% des importations et la baisse des montants alloués aux études et services fournis par des bureaux étrangers".

La question de savoir si l'Algérie comptait recourir à l'endettement extérieur, le ministre conseiller a affirmé que cette option demeure "écartée". "Puisque le président de la République a écarté le recours à l'endettement extérieur, la position de la République algérienne (par rapport à cette question) reste la même", a-t-il dit.

En réponse à une question sur le sort du projet du port du Centre à Cherchell en partenariat avec la Chine, le ministre conseiller a rappelé que les deux pays se penchent actuellement, chacun en ce qui le concerne, sur la lutte contre la pandémie. "Après la fin de cette catastrophe, le sujet sera soumis à l'étude", a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, M. Belaïd a annoncé que le Président de la République, avait ordonné, lundi (hier) à l'ensemble des départements ministériels et des institutions de l'Etat de cesser d'utiliser l'expression "sur orientations et sur instructions du président de la République".

"Le Président Tebboune avait ordonné, lors de la cérémonie de prestation de serment, le retrait du titre de +Son Excellence+", a-t-il dit, ajoutant que "le Président ne demande pas à être sacralisé ou glorifié, mais de lui apporter un soutien solide".

Il avait également rappelé les propos du président de la République, lors de son investiture : "si je réussis, aidez-moi et encouragez-moi, et si j'ai failli corrigez-moi. Le culte de la personnalité est révolu dans l'Algérie nouvelle".

SOLIDARITÉ Les centres de repos des moudjahidine convertis en lieux de quarantaine (ministère)

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit a annoncé mardi la conversion des centres de repos des moudjahidine à travers le pays en lieux de quarantaine dans le cadre de son engagement dans la stratégie nationale de lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

La conversion de ces centres de repos d'une capacité de 1.962 lits en lieux de quarantaine, qui s'inscrit dans le cadre du plan préventif contre le Covid-19, traduit "l'intérêt accordé par le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit à la solidarité nationale pour dépasser la conjoncture exceptionnelle que traverse le pays et endiguer l'épidémie", précise un communiqué du ministère, ajoutant que cette démarche "participe aussi de la solidarité gouvernementale et du devoir historique".

"Mobilisés depuis l'apparition de l'épidémie dans notre pays, les cadres du ministère restent prêts à participer à toutes les initiatives visant à atténuer son impact et à endiguer sa propagation, et ce, dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pandémie", souligne la même source.

Les cadres et les travailleurs du secteur ont pris part à l'élan national de solidarité, à travers la participation des comités des œuvres sociales, aux niveaux central et local, aux dons versés sur le compte ouvert à cet effet, rappelle le communiqué.

Dans le même sillage, le ministère a salué les efforts consentis par les différentes organisations et associations nationales historiques dans le cadre de cette démarche nationale, lesquelles ont fait montre de "la cohésion et de la fierté de leur engagement effectif et de leur sincère volonté nationale en cette circonstance difficile dans laquelle les liens de solidarité se resserrent afin de surmonter les épreuves, aussi grandes soient-elles".

Il a également rappelé la nécessité de respecter les mesures de prévention et de lutte contre la propagation de la pandémie de nouveau coronavirus.

Le ministère a en outre loué les sacrifices consentis par ceux en première ligne de lutte contre cette pandémie, en l'occurrence les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), les corps de la santé, de la Sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale (GN) et de la Protection civile, et les agents de prévention et d'hygiène, ainsi que les journalistes et tous les cadres de l'Etat qui "ont démontré une nouvelle fois leur patience, détermination et dévouement dans l'exercice de leurs nobles missions ainsi que de leurs sacrifices dans l'intérêt du pays".

JUSTICE

Zeghmati : «le Code pénal, révisé dans sa totalité»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, a annoncé, mardi à Alger, l'élaboration en cours d'un projet de loi portant amendement du Code pénal "dans sa totalité".

"Un chantier a été ouvert au niveau du ministère de la Justice pour la révision du Code pénal dans sa totalité", a indiqué le ministre qui répondait aux interrogations des membres de la Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), concernant le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine et le projet de la loi modifiant et complétant le code pénal.

Soulignant que les deux projets de loi présentés devant les membres de la Commission étaient "des mesures d'urgence dictées par la conjoncture", M. Zeghmati a annoncé que le Code pénal fera objet "d'une révision totale, article par article, avant de le soumettre aux deux chambres du Parlement". Répondant aux observations des membres de la Commission sur les deux textes, à l'image des dispositions visant la protection de l'imam, le ministre a précisé que l'objectif n'était nullement d'accorder "un traitement de faveur" à cette catégorie de fonctionnaires, mais plutôt "de préserver l'ordre public et la sécurité de l'Etat".

L'idée d'inclure ces dispositions est "fondée" sur des rapports faisant état de

la réapparition de certains "comportements" qui prévalaient durant la décennie noire, à savoir l'intimidation des imams, les poussant à quitter les mosquées.

"Si nous ne controns pas ce phénomène, qui commence à prendre des proportions inquiétantes, nous risquons de le revivre", a mis en garde le ministre, citant le refus par certains individus dans une des wilayas du pays de se conformer aux règles de confinement, dont la fermeture des mosquées pour prévenir la propagation de la pandémie de Covid-19, allant jusqu'à officier la prière de vendredi dans un stade. Abordant, par ailleurs, les dispositions contenues dans le projet de loi amendement le Code pénal dans son volet relatif à la lutte contre la triche, avec pour but, de conférer la crédibilité aux concours et examens, le Garde des Sceaux a indiqué que "la triche et la fraude ont ruiné le pays et il est temps de mettre un terme à la fraude et à la médiation, qui sont un crime contre l'humanité". Par ailleurs, le ministre a mis l'accent sur le rôle que peuvent jouer l'Ecole, l'Université et la société civile, dans la sensibilisation au danger de la prolifération des deux phénomènes, à savoir la discrimination et la haine, "étran-



gers à la société algérienne", a-t-il ajouté. L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, mercredi 22 avril, une séance de vote avec débat restreint, pour le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine, ainsi que le projet de loi modifiant et complétant le Code pénal. Dans sa réunion de lundi le 20 avril courant, le bureau de l'APN, avait approuvé la demande de la Commission des affaires ju-

ridiques, administratives et des libertés relative à l'application des procédures prévues par la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, par le recours au vote avec débat restreint, et ce au vu des circonstances exceptionnelles que traverse le pays du fait de la pandémie de Covid-19.

COMMUNICATION

Nouvelles dispositions pénales pour responsabiliser les auteurs des fake news et combler un vide juridique

L'incrimination de la diffusion de fausses nouvelles (fake news), disposition phare introduite dans le Code pénal actuellement débattu à l'Assemblée populaire nationale (APN), vient combler un vide juridique, responsabiliser les auteurs et adapter le cadre juridique national à l'évolution de la société notamment en termes d'usage des réseaux sociaux et autres outils de communication électroniques, soutiennent les concepteurs du texte.

Avec ces nouveaux amendements du Code pénal, adoptés dimanche lors du Conseil des ministres présidé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie, à l'instar de plusieurs autres pays, aura, estime-t-on, une législation claire "sans zones d'ombre" pour lutter contre la propagation des fake news et toutes sorte de tentatives de désinformation qui risquent de troubler la vie des citoyens, de menacer la sécurité et la stabilité du pays, de porter atteinte à l'ordre et à la sécurité publiques et, dans certains cas, même à la sûreté de l'Etat et à l'unité nationale.

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, avait affirmé, dans des précédentes déclarations faites à la presse en marge de ses activités, que la lutte contre les fake news exigeait "une conjugaison des efforts de tout un chacun, notamment des techniciens et des juristes", pour adapter les lois aux nouveautés techniques et technologiques.

Il avait indiqué que ce phénomène s'était amplifié "avec l'usage du web" par "certains individus" dans le but, entre autres, de "nuire à la vie privée d'autrui".

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem

Zeghmati a souligné lors de la présentation mardi du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n-66-156 du 8 juin 1966, portant code pénal, devant la commission compétente de l'APN, que la diffusion de fausses nouvelles était un "phénomène qui s'est répandu récemment d'une manière impressionnante suite au grand développement qu'ont connu les médias et les nouvelles technologies".

M. Zeghmati a ajouté que les auteurs des fake news "exploitent les réseaux sociaux pour répandre la terreur et la peur parmi les citoyens notamment lors des crises ou de situations d'exception", citant, à cet égard, la situation sanitaire actuelle liée à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) qui a vu, en parallèle, "une épidémie de fausses nouvelles", a-t-il déploré.

Ainsi, le projet de loi prévoit, dans son volet lié à l'incrimination de la diffusion et de la propagation de fausses informations portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publiques, de punir "quiconque diffuse ou propage volontairement, par tout moyen, des nouvelles ou informations, fausses ou calomnieuses, susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre publics, compte tenu de l'effroi qu'elles sèment au sein des citoyens et du climat d'insécurité qu'elles génèrent dans la société".

Loin de porter atteinte à la liberté d'expression, l'incrimination de la diffusion des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux, ô combien utilisés par la quasi-totalité des personnes et par lesquels l'information se répand comme une trainée de poudre, vise plutôt, selon le texte soumis à débat, à responsabiliser les auteurs de ce genre d'informations qui cherchent, dans la majorité des cas, à faire le buzz sur la

Toile sans penser aux conséquences de leurs actes sur l'opinion publique et les personnes, et à la zizanie qui peuvent semer au sein de la société.

Cette nouvelle disposition incrimine des faits et des actes pas très répandus auparavant et consolidera les réponses procédurales et pénales, selon des juristes.

Evénements politiques, crises, situations exceptionnelles terrain propice aux fake news

A chaque événement politique, crise ou situation exceptionnelle, des informations sans crédibilité aucune, ni source fiable, sont publiées et relayées à travers les réseaux sociaux. La pandémie de Covid-19 par exemple n'a pas échappé avec la publication à tort et à travers de chiffres erronés sur les cas de décès et la disponibilité du matériel de protection sanitaire, tout comme ces rumeurs annonçant une crise alimentaire ou la pénurie de carburant dans les stations-service.

Samedi dernier, les services de la sûreté de wilaya de Blida ont annoncé qu'ils ont traité huit affaires liées à la diffusion de rumeurs, outrages et incitations contre les institutions de l'Etat, via les réseaux sociaux, depuis le début du confinement total imposé à la wilaya, le 24 mars dernier, dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19.

Ces personnes dont les actes ont agité l'opinion publique, ont été présentées auprès des autorités judiciaires compétentes. Parmi elles, un facebookeur avait mis en ligne, en utilisant un pseudonyme, une vidéo dans laquelle il est prétendu que le ministère de la Santé interdit aux pharmaciens de vendre des gants



et des masques aux citoyens. D'autres ont diffusé des rumeurs accusant les autorités locales de négligence dans la gestion de la crise sanitaire traversée par la wilaya, dont notamment la DGSN et le wali.

Pareil cas à M'sila où le magistrat près le tribunal de Bousaâda a placé sous contrôle judiciaire un individu âgé de 30 ans pour publication sur un réseau social d'un faux communiqué englobant des statistiques erronées sur la pandémie de Covid-19 dans la wilaya.

Même l'Armée nationale populaire (ANP) n'a pas été épargnée par certains sites électroniques et autres réseaux sociaux qui ont diffusé vendredi dernier des rumeurs concernant de prétendus limogeages et arrestations d'un nombre de chefs de structures centrales et de cadres supérieurs au sein de l'ANP.

Ces rumeurs ont été démenties "catégoriquement" par le ministère de la Défense nationale en les qualifiant d'"allégations tendancieuses colportées par des porte-voix et des parties malintentionnées qui n'ont pas dirigé les changements initiés par

Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, tentant vainement de semer la confusion et le trouble au sein des rangs de l'ANP, qui demeurera à jamais le rempart impénétrable qui préserve notre Patrie des complots et des conspirations".

Le ministère a dénoncé "avec force ce genre de pratiques abjectes", affirmant qu'il "saura engager les actions légales requises pour présenter les instigateurs de ces campagnes devant la justice, afin de mettre un terme à ces désinformations et manipulations de l'opinion publique".

Pour prévenir toute autre rumeur sur la non-disponibilité du carburant au niveau des stations-service, l'Entreprise nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Nafatl) a préféré rassurer, dans un communiqué, les citoyens de la disponibilité permanente de tous les produits pétroliers au niveau du réseau des stations-service, à travers l'ensemble du territoire national.

TINDOUF/ COVID-19

Radiodiffusion prochaine de cours de soutien pour les élèves de classes d'examen

Des cours de soutien seront très prochainement diffusés sur les ondes de Radio-Tindouf pour les élèves de classes d'examen, a-t-on appris mercredi de la direction locale du secteur de l'Education.

L'initiative vise à permettre aux élèves de classes de fin de cycles primaire, moyen et secondaire de rattraper le retard dans leur cursus scolaire, induit par le confinement sanitaire de prévention contre le nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on expliqué. Ces cours, dont les enregistrements ont été entamés au niveau de la radio locale par des enseignants du secteur de l'Education, concernent plusieurs matières prévues aux examens de fin de cycle (5^{ème} année primaire, BEM et Baccalauréat), a affirmé le directeur de l'Education de la wilaya, Saad Kesra. Les

séances qui seront radiodiffusées dès cette fin de semaine à partir de 10h00, concernent six (6) matières du cycle primaire, tandis que les élèves du moyen bénéficieront dans une première phase de cours de soutien dans les langues arabe et anglaise et en physique, et ceux de fin de cycle secondaire dans les langues arabe, française et les sciences physiques, avec des rediffusions selon un programme arrêté avec les responsables de la Radio, a-t-il précisé. Les enregistrements des cours concernant les autres matières se dérouleront à partir de la semaine



prochaine et seront émises dès l'achèvement de la radiodiffusion des premières séances (52 minutes), assure M.Kesra. De nombreux élèves et parents d'élèves

ont salué l'initiative qui entre dans le cadre de la prise en charge de cette catégorie, en cette conjoncture exceptionnelle de pandémie de Covid-19.

SOUK AHRAS

57 287 m3 d'eau potable pour alimenter les habitants à partir du mois du Ramadan (ADE)

L'Algérienne des eaux (ADE) de Souk Ahras a consacré 57 287 m3 d'eau potable pour approvisionner, à partir du mois du Ramadan, 449 731 habitants de la wilaya sur un total de 509.428 âmes, a affirmé, mardi, à l'APS, la responsable de la communication, Nabila Lamouchi.

Selon la même responsable, ce volume compte 30 567 m3 d'eaux superficielles et 26 720 m3 d'eaux souterraines à partir du bassin de Taoura et des forages profonds situés dans plusieurs communes de la wilaya.

Elle a également déclaré que la ville de Souk Ahras sera appro-

visionnée quotidiennement à raison de 27 565 m3, dont 21 565 m3 à partir du barrage de Ain Dalia et 6 000 m3 par jour à partir des eaux souterraines, tandis que la moyenne d'approvisionnement des foyers du chef-lieu de wilaya atteindra 136 litres par habitant et par jour.

La même source a souligné que le volume restant sera réparti entre 20 communes sur les 26 que renferme la wilaya, dont 7 000 m3 d'eau par jour seront distribués au profit de la population de la ville de Sédra, la deuxième plus grande concentration urbaine de la région, et 4 700 m3 pour la

commune de M'daourouch, et 3 000 m3 pour Taoura. La responsable de la communication de l'ADE a relevé, en outre, que 40% de la population de la wilaya est approvisionnée en eau quotidiennement et 60% une fois tous les deux jours. Par ailleurs, le réseau de distribution d'eau potable de Souk Ahras, d'une longueur de 1 669 km, a fait l'objet d'opérations d'assainissement, de nettoyage ainsi que le chaulage de 100 réservoirs à travers les communes, en plus de l'éradication des "points noirs" et les fuites d'eau potable, avec 1 133 fuites traitées depuis début janvier 2020.

EL TARF

Saisie de près de 20 qx de semoule destinés à la spéculation

Près de 20 quintaux de semoule destinés à la spéculation ont été saisis par les éléments des services de Sûreté d'El Tarf, a-t-on appris mardi du chargé de communication de ce corps constitué, le commissaire principal Mohamed-Karim Labidi. Dans la localité de Chebaita Mokhtar, les services de Sûreté ur-

baine de cette commune ont mis la main sur pas moins de 19 quintaux de semoule stockés dans le dépôt d'un magasin à des fins spéculatives, a précisé le commissaire principal Labidi, ajoutant, par ailleurs, que lors d'une opération de contrôle distincte, il a été saisi au chef lieu de wilaya, 2.400 sachets de tabac à chi-

quer, 80 boîtes de cigarettes et 1.200 capsules de charbon pour chicha (narguilé), à bord d'un véhicule dans lequel se trouvaient deux individus. D'origine inconnue, la marchandise a été saisie à l'instant même où les deux individus à bord du véhicule s'apprétaient à finaliser l'expédition à un

tiers, a-t-on noté. Effectuées en étroite coordination avec les services locaux du commerce, ces deux opérations de saisie ont été sanctionnées par deux dossiers judiciaires à l'encontre des contrevenants, traduits en justice pour répondre de leurs griefs, a indiqué le commissaire principal Labidi.

UNIVERSITÉ DE SKIKDA/COVID-19

Production de 100 litres de liquide aseptisant par le département de chimie

Des étudiants du département de chimie de la faculté des sciences de l'université "20 août 1955" de Skikda ont produit 100 litres de liquide alcoolisé d'aseptisation, a indiqué mardi, la chef du département, Samia Benachour.

L'initiative encadrée par l'administration de l'université est la concrétisation du désir des étudiants du département de contribuer aux efforts de lutte contre le

nouveau coronavirus, a précisé la même universitaire.

Le liquide fabriqué répondant aux normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été remis à la direction de la santé et de la population pour le distribuer aux établissements sanitaires de la wilaya, a-t-elle ajouté.

Les enseignants de chimie de l'institut national spécialisé de la formation professionnelle dans

les métiers agricoles ont aussi produit 100 litres de liquide hydro-alcoolique de désinfection des mains qui a été certifié conforme aux normes de l'OMS par le laboratoire du commerce de Constantine.

Soixante (60) flacons de ce liquide ont été remis aux services de wilaya pour aider dans la lutte contre l'épidémie du nouveau coronavirus.

GUELMA

Ouverture de 13 bureaux de poste temporaires pour verser l'allocation de solidarité du ramadhan

Treize (13) bureaux de poste temporaires ont été ouverts dans six (6) communes à forte densité urbaine de la wilaya de Guelma pour verser l'allocation de solidarité du ramadhan et consolider les mesures de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus, a appris l'APS mardi auprès des services de la wilaya.

Ces bureaux ont été ainsi ouverts à Guelma, Bouchegouf, Oued Zenati, Medjaz Sfa, Héliopolis et Belkheir dans une mesure d'allègement de la pression sur les bureaux existant et de limitation des contacts interpersonnels.

Réservés exclusivement au versement de cette allocation de solidarité, ces bureaux renforcent temporairement les 57 bureaux de poste opérationnels dans les 34 communes de la wilaya, selon la même source.

L'organisation de l'opération de versement de l'allocation associera des équipes d'encadrement formées par des représentants du Croissant rouge algérien (CRA), des Scouts musulmans algériens (SMA), d'associations locales et des cellules communales, est-il indiqué.

INFRACTION AU CONFINEMENT SANITAIRE À MOSTAGANEM Arrestation de 275 personnes (sûreté de wilaya)

Les services de police de la wilaya de Mostaganem ont arrêté 275 personnes et mis 61 véhicules et motos en fourrière pour infraction au confinement sanitaire partiel de prévention contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris mardi de la cellule communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Les policiers veillant au respect de cette mesure conservatoire ont contrôlé, du 2 au 18 avril, 275 personnes réfractaires et 190 autres disposant d'une autorisation de déplacement, ainsi que 147 véhicules et 187 motos dont 41 véhicules et 20 motos ont été mis en fourrière.

Par ailleurs, les éléments de la sûreté de wilaya ont mis fin, durant cette période, aux agissements de deux bandes spécialisées en vol par effraction à Mostaganem et Bouguirat et ont démantelé un réseau de trafic de drogue avec la saisie de 700 grammes de kif traité, a-t-on fait savoir.

RELIZANE

Distribution de pulvérisateurs de stérilisation aux agriculteurs issus des zones d'ombre

La Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de Relizane a distribué mardi 34 pulvérisateurs manuels de stérilisation, ainsi que des blouses et des gants de protection aux agriculteurs issus des zones d'ombre, dans le cadre du renforcement de la prévention contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris de la CRMA. L'opération s'inscrit dans le cadre des mesures prises par la CRMA de Relizane en coordination avec la Conservation des forêts, au profit des agriculteurs des zones d'ombre de la wilaya, a-t-on indiqué. Elle a touché, dans un premier temps, les agriculteurs de douar "Gaïla" situé dans la commune de Sidi M'hamed Benaouda pour s'élargir dans les prochains jours à 31 autres villages au niveau de 18 communes de la wilaya, a-t-on fait savoir. Les agriculteurs de la région activant dans de nombreuses filières ont également bénéficié d'un processus de stérilisation de leurs exploitations supervisées par une équipe d'agents forestiers, selon la même source. Les services de la CRMA de Relizane ont signalé le prolongement des contrats d'assurance pour les agriculteurs, soulignant que les charges seront remboursées après la fin de la crise sanitaire et toutes les déclarations relatives aux accidents et aux catastrophes naturelles sont prises en charge sur divers supports électroniques, dont le téléphone et le fax, afin d'épargner aux agriculteurs le déplacement au siège de la CRMA. Pour rappel, la CRMA de Relizane compte 9 bureaux locaux répartis sur les dairas de la wilaya qui fournissent des services et prestations à environ 60 000 adhérents.

AGRICULTURE - INVESTISSEMENT

Installation d'un comité scientifique chargé de la promotion de l'investissement agricole

Un comité scientifique chargé de la promotion de l'investissement agricole a été installé par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari, après de son cabinet, a indiqué mardi le ministère dans un communiqué. A l'occasion d'un atelier consacré lundi à l'examen de la mise en place du mécanisme de promotion des investissements agricoles, M. Omari a décidé "la mise en place d'un Comité Scientifique auprès de son Cabinet, composé d'experts, d'universitaires et des compétences nationales spécialisées, chargé d'accompagner la nouvelle dynamique de développement du secteur de l'agriculture par la réflexion stratégique et prospective", selon le communiqué. Le mécanisme examiné vise essentiellement l'assouplissement des procédures et la promotion d'une attractivité des investisseurs et des agro-industriels pour booster l'investissement agricole à travers la concrétisation de projets structurants et productifs, en leur garantissant les incitations et l'accompagnement nécessaires, dans le cadre de l'intégration des filières agricoles et agro-industrielles à l'effet de consolider la sécurité alimentaire du pays, explique le ministère. Selon la même source, il s'agit à travers ce mécanisme d'encourager le développement des cultures stratégiques (céréales, laits, maïs, oléagineux et sucres) notamment au niveau des zones du Sud et des Hauts plateaux, à l'effet de renforcer l'offre des productions agricoles locales et de rationaliser ainsi les importations des matières premières de l'agro-industrie.

De plus, lors de cette rencontre il a été question d'examiner les différentes alternatives de transition énergétique dans les systèmes de production agricole par la généralisation des énergies renouvelables et l'optimisation de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

A noter que M. Omari a présidé conjointement avec le ministre délégué chargé de l'Agriculture saharienne et de montagnes, Fouad Chehat, un atelier au niveau du ministère consacré à l'examen du nouveau dispositif pour la mise en place du mécanisme de promotion des investissements agricoles, ainsi que l'examen du cahier des charges y afférent.

Cette réunion a vu la présence des cadres centraux du secteur, les responsables des instituts techniques et des offices, le DG du bureau national des études pour le développement rural (BNEDEP), le représentant de la banque BADR, ainsi que des experts nationaux et des universitaires spécialisés dans le secteur agricole et agroalimentaire.

AGRICULTURE - KHENCHELA

Récolte de 100 000 qx de blé tendre destinés à produire le "frik"

Plus de 100.000 quintaux de blé tendre destinés à produire le "frik" (blé tendre, cueilli avant sa maturité et concassé) pour la traditionnelle soupe seront récoltés à Khenchela, au titre de la saison agricole 2019-2020, a indiqué mardi, le directeur des services agricoles, Rachid Rehannia.

Les travaux de moissonnage-battage du blé à transformer en frik ont débuté la mi-avril courant dans plusieurs dizaines d'exploitations agricoles de la région du Sud de la wilaya et se poursuivra durant le ramadhan dans les autres localités de la wilaya, a-t-il déclaré à l'APS, précisant que la récolte de 9.000 hectares servira à la production de frik.

A l'approche du ramadhan, certains des agriculteurs ont commencé courant cette semaine à écouler les premières quantités de frik à un prix allant de 150 à 200 DA le kilogramme qui passera à 350 DA après concassage, a relevé le même responsable. Cette pratique agricole motivée par le souci de gain réduit les quantités de blé tendre collectées par la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) pour produire de la farine soutenue par l'Etat, a fait savoir M. Rehannia. Les agriculteurs des communes de Babar, Chechar et Ouled Rechach de la zone Sud de la wilaya de Khenchela entament traditionnellement durant le printemps la récolte du blé tendre avant sa maturité qui est ensuite séché sous le soleil puis flambé pour donner du frik, a-t-on ajouté, relevant qu'après sa torréfaction, le blé est décortiqué et tamisé puis lavé à l'eau.

Les grains obtenus sont à nouveau séchés au soleil pour finalement être collectés et vendus concassés et sous forme de graines entières. Durant la saison 2018/2019, la wilaya de Khenchela a été classée première wilaya à l'échelle nationale productrice de frik avec un total de 100.000 quintaux, est-il indiqué.

CORONAVIRUS

M. Arkab préside une réunion d'évaluation de l'impact de la crise sur le secteur

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab a présidé mardi à Alger une réunion de concertation avec les présidents directeurs généraux de Sonatrach, Sonelgaz et Naftal et leurs partenaires sociaux, pour une évaluation de l'impact de Covid-19 sur les activités du secteur, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette réunion, qui entre dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du premier ministre concernant la concertation entre les responsables des entreprises économiques et les partenaires sociaux, avait pour objet de procéder à une évaluation de l'impact de l'épidémie Covid-19 sur les activités du secteur et les mesures prises pour y faire face et préparer la reprise des activités économiques, selon le communiqué.

Le ministre a salué à cette occasion, "l'engagement, l'abnégation et le dévouement dont a fait preuve l'ensemble des collectifs des travailleurs du secteur de l'énergie durant cette pénible épreuve", ajoute la même source.

M. Arkab a rendu un vibrant hommage aux travailleuses et travailleurs du secteur et les a remerciés pour les efforts consentis pour garantir à la fois, la continuité du service public et le maintien de l'outil de production.

Au cours de cette réunion, il a été constaté que les entreprises du secteur en collaboration avec les part-



naires sociaux "ont pris toutes les dispositions nécessaires et ce, dès l'apparition de l'épidémie, et se sont adaptés rapidement pour faire face aux impacts sanitaire, économique et social".

Cette réunion a également permis de passer en revue les plans d'action à

mettre en œuvre, graduellement, pour la reprise et la redynamisation de l'activité économique, notamment en ce qui concerne l'emploi, la préservation de l'outil de production, et la relance des projets dans le strict respect des mesures de prévention et de lutte contre le COVID-19.

INDUSTRIE - PANDÉMIE

Le Ministre de l'Industrie: "Le Gouvernement disposé à prendre des mesures supplémentaires"

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Ferhat Aït Ali Braham, a souligné mardi la disponibilité du Gouvernement à prendre des mesures supplémentaires pour faire face aux effets de la pandémie de coronavirus (Covid-19), en plus des mesures prises précédemment pour sortir, avec le moins de dégâts possible, de la crise induite par cette épidémie. Lors d'une réunion de concertation avec le partenaire social et économique, au siège de son département ministériel, en vue d'évaluer et contenir l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le secteur industriel, ainsi que les mesures prises pour atténuer ses effets, le ministre a

estimé que les propositions du patronat et du partenaire social sont complémentaires aux mesures du Gouvernement "étant basées sur une réalité quotidienne à laquelle leurs activités font face", a-t-il expliqué.

La pandémie de Coronavirus a mis à nu des défaillances économiques qui seront prises en charge dans le cadre du plan d'action du Gouvernement, en vue de relancer l'économie nationale pour prévenir les catastrophes économiques comme conséquences inévitables des catastrophes naturelles et sanitaires, a indiqué un communiqué du ministère. Pour sa part, le Secrétaire général de l'Union générale des tra-

vailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha a salué les mesures prises à ce jour, par les pouvoirs publics, appelant à davantage de solidarité pour remédier aux retombées de l'épidémie et à la nécessité de trouver une formule appropriée à même de servir les entreprises, les travailleurs et l'économie nationale, et ce par souci de préserver la pérennité des entreprises, des emplois et des salaires des travailleurs.

Les responsables et représentants d'autres organisations patronales ont souligné un ensemble de préoccupations et propositions à même de préserver la pérennité des entreprises et d'assurer les

salaires des travailleurs, tels la révision des charges sociales des entreprises, les taxes douanières et les facilitations bancaires.

Cette réunion intervient dans le cadre des concertations au niveau de chaque secteur avec les organisations patronales, auxquelles a appelé le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. La réunion à laquelle ont pris part nombre de présidents et représentants d'organisations patronales, a permis de passer en revue la réalité des entreprises économiques publiques et privées et les problèmes qu'elles rencontrent en cette conjoncture de propagation de la pandémie de Covid-19, conclut le communiqué.

COMMERCE - RAMADHAN

Le ministre appelle les opérateurs économiques à la réduction du prix de l'huile de table

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a exhorté mardi les industriels de l'huile de table à l'échelle nationale de revoir à la baisse le prix de ce produit en prévision du mois sacré, particulièrement dans cette conjoncture sanitaire que traverse l'Algérie à l'instar de tous les autres pays suite à la propagation du Covid-19, a indiqué la tutelle dans un communiqué.

Présidant une réunion au siège de son département regroupant les opérateurs économiques de la filière huile de table, M. Rezig a exhorté ces professionnels à revoir à la baisse le prix de ce produit à la veille du mois de Ramadhan. Les professionnels de la filière ont exprimé alors leur accord de principe. A l'ouverture de la séance de travail, le ministre a passé

en revue la stratégie du secteur du Commerce, évoquant le volet rationalisation des factures d'importation, y compris même de certaines matières premières à remplacer graduellement par des produits locaux. Lorsque les conditions naturelles et matérielles sont réunies, il est possible d'arrêter progressivement l'importation de certains intrants, et ce a-t-il précisé, en collaboration avec les opérateurs économiques privés et l'administration qui reste disposée à mettre tout en œuvre afin de concrétiser cette nouvelle stratégie.

Dans ce sens, M. Rezig a écouté plusieurs intervenants qui se sont félicités de l'initiative méritoire de la tutelle, en se montrant coopératifs vis-à-vis de l'augmentation du taux

des investissements locaux qui se substitueront ainsi aux importations, conformément à la vision future de cette filière.

Le ministre a tenu à informer les opérateurs économiques de la tenue, la fin de la semaine prochaine, d'une autre réunion technique regroupant le reste des partenaires et des représentants des secteurs concernés.

A noter que cette réunion avec les opérateurs économiques de la filière huile de table à l'échelle nationale, tenue au siège du ministère en présence des cadres de l'administration centrale, s'inscrit dans le cadre des concertations entreprises avec les filières, les partenaires et les professionnels, a conclu le communiqué.

PÉTROLE

Le panier de référence du pétrole brut de l'Opep à 14,19 dollars

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Opep a entamé la semaine à 14,19 dollars, selon les données du secrétariat de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole publiées mardi sur son site web.

Ce panier de référence de pétrole brut de l'Opep introduit en 2005, avait atteint vendredi dernier 18,16 dollars. Il comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Mardi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin perdait 18,93% à 20,73 dollars à Londres, après avoir touché 18,10 dollars trois quarts d'heure plus tôt. Il est tombé sous les 20 dollars à son plus bas niveau depuis décembre 2001, affecté par la chute de la demande en or noir et la pression qui s'exerce sur le stockage du brut.

Quant au baril de WTI pour mai, dont c'est le dernier jour de cotation, il évolue



luait dans le même temps en terrain négatif, à -10,00 dollars, après avoir clôturé à -37,63 dollars la veille au terme de la séance.

Le contrat suivant, pour livraison en juin, qui deviendra la référence à partir de mercredi et sur lequel les marchés sont déjà focalisés, reculait de 21,24% à 16,07 dollars, peu après avoir touché un plus bas à 11,60 dollars.

Les cours de l'or noir poursuivent leur baisse dans un marché mondial affecté

depuis plusieurs semaines par les répercussions du Coronavirus sur l'activité économique et par conséquent, une chute libre de la demande.

Il est aussi otage d'une pression forte qui s'exerce sur les capacités de stockage du brut, proches de la saturation. Le fournisseur de données économiques Natural Gas Intelligence évoque un taux de remplissage à 80%, selon un analyste. Face à cet effondrement, l'accord por-

tant une réduction massive de production conclu entre membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés reste insuffisant par rapport à la chute de la demande.

Lors de la 10ème réunion ministérielle extraordinaire de l'Opep+, tenue par vidéoconférence dimanche dernier, les participants ont convenu une baisse de leur production globale de pétrole brut de 9,7 mb/j, à compter du 1er mai 2020, pour une période initiale de deux mois qui se termine le 30 juin 2020. Pour la période suivante de 6 mois, qui débutera du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2020, l'ajustement total convenu sera de 7,7 Mb/j. Cette baisse sera suivie d'un ajustement de 5,8 mb/j pour une période de 16 mois, allant du 1er janvier 2021 au 30 avril 2022.

Cet accord sera valable jusqu'au 30 avril 2022, cependant, son extension sera réexaminée en décembre 2021.

Des ministres de l'Opep+ tiennent une réunion informelle sur la situation du marché

Des ministres de pays producteurs de l'OPEP+ ont tenu mardi une réunion informelle par visioconférence pour échanger leurs points de vue sur la situation du marché pétrolier et ses perspectives à court terme, a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie.

"Dans le cadre de la poursuite des concertations entre les pays producteurs de l'OPEP+, une réunion par visioconférence a été organisée mardi

par le secrétariat de l'OPEP, à laquelle ont participé certains ministres des pays membres de l'OPEP et des pays non-OPEP signataires de la Déclaration de coopération", a ajouté la même source.

Présidée par le ministre algérien de l'Énergie, Mohamed Arkab, en sa qualité de Président de la Conférence de l'OPEP, cette réunion avait pour objet un échange des points de vue sur la situation du marché pétrolier et ses

perspectives à court terme, a précisé le communiqué. Face à la situation du marché pétrolier, les ministres des pays de l'Opep ont convenu de poursuivre leur dialogue et de se réunir à nouveau dans un avenir proche.

La réunion informelle de l'Opep+ intervient au lendemain de la baisse drastique des cours du brut sur le marché mondial dans le contexte de la propagation de la pandémie de coronavirus.

Le brut américain rebondit après son plongeon historique

Les prix du pétrole américain rebondissent mercredi dans les premiers échanges en Asie, après le plongeon historique qui les a vu chuter au-dessous de zéro en raison de l'effondrement de la demande dû à la pandémie de coronavirus.

Le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en juin grimpe mercredi matin de 10% à 12,68 dollars, après

avoir subi de lourdes baisses mardi à New York. Le baril de Brent de la Mer du Nord pour livraison en juin perd pour sa part environ 3% à 18,73 dollars, inversant la tendance après avoir grimpé d'environ 2% en début de séance.

"Le sentiment morose va certainement maintenir les prix au plancher sur le court terme, jusqu'à ce qu'on voie la lumière au bout du tunnel avec la reprise progressive

des activités économiques à l'arrêt partout à travers le monde", a commenté Jingyi Pan, stratège chez IG.

Le marché du pétrole est ravagé par les restrictions mises en place un peu partout dans le monde pour enrayer la propagation du Covid-19. Avec des transports fortement limités et de nombreuses usines à l'arrêt, la demande en énergie s'est effondrée. Les raffineries

ont nettement ralenti leur cadence et n'achètent plus autant de brut.

Le prix du baril de WTI pour livraison en mai, qui a expiré mardi, était tombé lundi pour la première fois en territoire négatif, les investisseurs en étant réduits à payer les acheteurs pour écouler leur brut au risque de se retrouver avec des barils dans leur arrièrecour.

UE

Bruxelles veut commencer à travailler sur un fonds de relance

La Commission et le Conseil européen vont encourager jeudi la création d'un fonds de relance européen lors du sommet des 27, qui devrait faire l'objet d'une proposition ultérieure, selon la feuille de route conjointe publiée mardi soir par les deux institutions. "Je suggère que nous nous mettions d'accord pour travailler sur l'établissement d'un tel fonds aussi vite que possible", écrit le président du Conseil européen Charles Michel dans sa lettre d'invitation aux chefs d'Etat et de gouvernement publiée mardi soir à laquelle a été jointe cette feuille de route. Les 27 se retrouveront jeudi après-midi pour un quatrième

sommet via visioconférence depuis le début de la crise du nouveau coronavirus. Charles Michel propose de charger la Commission d'analyser les besoins exacts et de présenter une proposition à la hauteur du défi que nous devons relever". Ce qui signifie que le sommet ne devrait pas être décisif sur ce point qui suscite des avis très divergents. Ce nouvel instrument devrait brasser plusieurs centaines de milliards d'euros. Mario Centeno, le président de l'Eurogroupe qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, a évoqué une fourchette de 700 à 1,500 milliards pour son montant, tandis que le Français Bruno Le Maire a

suggéré une somme de l'ordre de 1.000 milliards. Se pose notamment la question du financement d'un tel fonds, par exemple par mutualisation des dettes via l'émission de "coronabonds" comme défendu sous des formes variées par Rome, Madrid ou Paris. La feuille de route n'apporte pas d'éléments précis sur "l'effort d'investissement de type plan Marshall" nécessaire à la reprise économique. "Le montant, les objectifs spécifiques, le calendrier et la nature de cet effort d'investissement doivent être définis dans le cadre d'un plan de relance global avec le budget de l'UE en son coeur.

CORONAVIRUS - ETATS-UNIS

Accord au Congrès américain pour le nouveau plan d'aide aux PME

Le chef de la majorité républicaine au Sénat américain, Mitch McConnell, a annoncé mardi un accord avec les démocrates sur une enveloppe de plus de 320 milliards de dollars supplémentaires pour soutenir les PME frappées par la crise liée au Covid-19.

Soutenu par Donald Trump, ce nouveau plan d'aide s'élève au total à 480 milliards de dollars car il comprend également 75 milliards d'aides pour les hôpitaux, 25 milliards pour les capacités de dépistage du coronavirus, ainsi que 60 milliards de prêts destinés notamment aux agriculteurs et éleveurs. Il pourrait être adopté par le Sénat dès mardi lors d'une séance qui débutera à 16h00 (20h00 GMT) puis devrait être soumis au vote à la Chambre des représentants cette semaine.

IRLANDE - PANDÉMIE

Vers un plongeon de 10,5% du PIB et une explosion du chômage

L'Irlande va subir un plongeon de 10,5% de son produit intérieur brut (PIB) en 2020 associé à une explosion du chômage, en raison de la paralysie économique causée par la pandémie de coronavirus, a projeté mardi le gouvernement.

Selon ces prévisions du ministère des Finances proches de celles déjà dévoilées par la Banque d'Irlande, cette crise sanitaire va faire passer en quelques semaines le pays du plein emploi à un chômage très élevé. Le taux de chômage devrait bondir à 22% pour le seul deuxième trimestre, au plus fort du confinement. Sur l'ensemble de l'année, l'emploi va reculer de 9,3% soit environ 220.000 emplois supprimés. En raison des milliards d'euros dépensés pour soutenir l'économie et compte tenu de recettes fiscales en chute libre, le gouvernement prévoit un déficit public de 23 milliards d'euros soit 7,5% du PIB. Début avril la Banque d'Irlande prévoyait une chute de 8,3% du PIB et un taux de chômage de 25% au deuxième trimestre.

Le gouvernement anticipe toutefois une reprise économique progressive au second semestre avant une accélération en 2021 qui devrait permettre cette année-là une croissance de 6% et un taux de chômage sous 10%. L'activité économique devrait attendre 2022 pour retrouver son niveau d'avant la crise sanitaire. L'Irlande, dont l'économie repose énormément sur l'implantation de nombreuses multinationales et sur le commerce international, avait connu un miracle économique de 1995 à 2007, avec une croissance annuelle moyenne de 6%. Elle avait ensuite sombré dans une profonde récession à la suite de la crise financière de 2008 puis bénéficié d'un plan d'aide pendant la crise de la dette en zone euro. Elle a renoué avec la croissance depuis 2014.

AMÉRIQUE LATINE - PANDÉMIE

Une chute de 5,3% du PIB attendue en 2020

L'Amérique latine va connaître cette année la pire récession de son histoire, avec une chute attendue de 5,3% du PIB à cause des conséquences de la pandémie sur les économies de la région, a annoncé mardi une agence des Nations unies. "La crise qui secoue la région en cette année 2020, avec une chute du PIB de 5,3%, sera la pire de toute son histoire", estime la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), une agence des Nations unies basée à Santiago.

"Pour trouver une contraction d'une ampleur comparable, il faut remonter à la Grande dépression de 1930 (-5%) ou à 1914 (-4,9%)", ajoute-t-elle, mettant à jour ses prévisions économiques pour la région dans le contexte de crise sanitaire mondiale. Selon les projections de la CEPALC, tous les pays d'Amérique latine, sauf la République dominicaine, dont le PIB sera égal à zéro, vont se contracter en 2020.

Le Venezuela, avec un effondrement de son économie de 18%, est en queue du peloton régional, suivi de l'Argentine, du Mexique et de l'Equateur, avec une chute du PIB de 6,5%. Début avril, la CEPALC avait déjà estimé que l'Amérique latine entrerait dans une période de "profonde récession" économique, avec un recul du Produit intérieur brut (PIB) pouvant osciller en 2020 entre 1,8% et 4%. La pandémie de Covid-19 frappe de plein fouet les économies des pays de la région qui faisaient déjà face à une situation économique difficile, affichant une croissance du PIB d'à peine 0,1% en 2019.

TIARET

Caravane de solidarité au profit de plus de 3.900 familles nécessiteuses

Une caravane de solidarité au profit de 3.904 familles nécessiteuses des zones d'ombre disséminées à travers 14 communes de la wilaya de Tiaret, a été lancée mardi, dans le cadre de la solidarité en pareille situation marquée par le confinement sanitaire partiel de prévention contre la propagation du coronavirus, a-t-on constaté.

Le directeur de l'action sociale, Kada Benamar a indiqué que cette caravane, encadrée par la DAS et supervisée par le wali de Tiaret, Mohamed Amine Dramchi, comporte des denrées alimentaires de large consommation et des produits de nettoyage et de désinfection.

Cette action de solidarité se poursuit parallèlement au versement des aides financières décidées par l'Etat en faveur des familles nécessiteuses et celles impactées par les mesures préventives contre le coronavirus, a-t-il indiqué, signalant que des virements postaux de 10.000 DA ont été effectués en faveur de 75.863 familles démunies de la wilaya.

Les services de la wilaya ont souligné que la caravane est organisée grâce aux dons des bienfaiteurs, opérateurs économiques, agriculteurs, entrepreneurs et associations caritatives.

SOLIDARITÉ AIN DEFLA

7800 familles bénéficient d'opérations de solidarité en l'espace de trois semaines

Au total, 7800 familles résidant dans les zones d'ombre de la wilaya de Ain Defla ont bénéficié d'opérations de solidarité du 31 mars au 19 avril courant en vue d'atténuer les effets du confinement auquel elles sont astreintes suite à la propagation du nouveau coronavirus, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Des kits de denrées alimentaires contenant des produits de première nécessité (huile, semoule, café, sucre, légumes secs, pomme de terre et autres) leur ont été acheminés par les présidents d'APC à raison de 100 ménages par commune, a-t-on fait savoir de même source.

"Le confinement décrété par les autorités dans le but d'endiguer l'épidémie du nouveau coronavirus induit souvent des difficultés en matière d'approvisionnement en denrées alimentaires pour les familles résidant dans les zones reculées de la wilaya, d'où la pertinence de cette opération", a-t-on noté.

La contribution des opérateurs économiques publics et privés, des bienfaiteurs ainsi que du mouvement associatif dans la réussite de l'opération est à relever, a-t-on souligné.

Des opérations du même genre auront lieu durant la première décennie du prochain mois de ramadhan, a-t-on précisé.

AIN DEFLA

Saisie de plus de 470 comprimés psychotropes à Khémis Miliana

Les services de sécurité de Ain Defla ont arrêté récemment à Khémis Miliana deux individus s'adonnant au trafic de psychotropes, en saisissant 476 comprimés, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de la sûreté de la wilaya.

Au cours d'une opération de contrôle menée dimanche dernier en fin d'après-midi à travers les rues de Khémis Miliana dans le but de s'enquérir de l'adhésion au confinement sanitaire instauré suite à la propagation du nouveau coronavirus, les éléments de la Brigade mobile de la Police Judiciaire (BMPJ) ont aperçu deux jeunes à bord d'un cyclomoteur lesquels ont tenté de prendre la fuite à leur vue, se faisant toutefois arrêter par des policiers en patrouille au

niveau de la cité Soufaye, a-t-on précisé.

La fouille minutieuse du cyclomoteur a permis aux policiers de mettre la main sur 476 comprimés psychotropes soigneusement dissimulés, relevant qu'une fois accusés, les deux individus ont fini par donner le nom de leur principal pourvoyeur, un repris de justice dont la fouille du domicile a permis la découverte de 340 000 dinars représentant les revenus de son activité.

Présentés mardi devant les instances judiciaires de Khémis Miliana, les deux mis en cause ont été placés en détention provisoire dans l'attente de leur jugement, a-t-on fait savoir, faisant état du lancement d'un mandat d'arrêt à l'encontre de leur pourvoyeur actuellement en fuite.

BLIDA

39.000 familles nécessiteuses bénéficieront de la prime de solidarité spéciale Ramadhan

39.000 familles nécessiteuses de la wilaya de Blida bénéficieront de la prime de solidarité spéciale Ramadhan, fixée à 10.000 da, a-t-on appris, mardi, auprès de la wilaya.

Selon la source, ces 39.000 familles nécessiteuses auront droit à la prime de solidarité spéciale Ramadhan, portée cette année à 10.000 da, sur décision du président de la République, en raison de la conjoncture sanitaire exceptionnelle, marquée par la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19).

Toutes les conditions nécessaires ont été réunies pour la bonne distribution de cette prime, lancée aujourd'hui à travers notamment 70 centres payeurs, dont des centres postaux, outre d'autres espaces au niveau de CEM et salles de sport, dans le but "de faciliter l'opération de retrait aux citoyens à travers les 25 communes de Blida", est-il ajouté de même source.

Ces centres payeurs, dont l'encadrement est assuré par des agents de la Poste et un nombre d'associations, garantissent toutes les mesures préventives sanitaires préconisées contre le Covid-19, dont la distanciation sociale entre les personnes et l'organisation des files, avec la disponibilité de chaises, a précisé la même source,



affirmant "le bon déroulement de l'opération en sa première journée".

La même source a fait cas de la distribution programmée de 50.000 colis alimentaires supplémentaires, à l'occasion du mois sacré du Ramadhan.

Ils s'ajouteront aux 100.000 kits alimentaires déjà attribués dans la wilaya, depuis le début du confinement qui lui a été imposé à partir du 24 mars dernier, portant ainsi leur nombre à 150.000 colis alimentaires.

SOLIDARITÉ - APC DE TIZI-OUZOU

Versement de l'allocation de solidarité de 10 000 DA à plus de 2800 familles

La commune de Tizi-Ouzou a procédé au versement de l'allocation de solidarité de 10 000 DA accordée au titre de l'opération "solidarité Ramadan", au profit de 2835 familles nécessiteuses, a-t-on appris, mardi, auprès de cette collectivité.

Dans une information adressée aux citoyens via les réseaux sociaux, l'Assemblée populaire communale (APC) du chef-lieu de wilaya, informe que

"2835 virements viennent d'être effectués au bénéfice des cas sociaux".

"Cette année les concernés qui recevaient jadis la somme de 6000 DA d'aide à l'occasion du mois de Ramadhan, recevront, exceptionnellement en cette période de Covid-19, la somme de 10 000 DA", est-il précisé. Les bénéficiaires de cette allocation, à savoir "ceux ayant un dossier au niveau du service social de l'APC", sont invités à présenter une pièce

d'identité pour retirer la somme au niveau de tous les bureaux de postes les plus proches y compris le bureau de poste mobile stationné au niveau de la Placette du musée (ancienne mairie), a-t-on ajouté de même source.

L'APC a rappelé aux concernés l'importance de respecter les mesures barrières contre la propagation du Coronavirus, notamment l'observation d'une distance minimum d'un mètre entre chaque

citoyen. Quelque 25 000 familles vont bénéficier de l'aide de 10 000 DA destinée par l'Etat aux familles nécessiteuses et celle impactées par la mesure de confinement contre la pandémie du Covid-19, a-t-on appris de la wilaya.

Un recensement des familles qui se sont retrouvées en difficulté suite à ce confinement en vue de leur prise en charge dans le cadre de cette opération de solidarité, a été par ailleurs lancé, a-t-on ajouté.

BISKRA - ZONES D'OMBRE

Caravane de solidarité de 20 000 colis alimentaires au profit des familles démunies

Le coup d'envoi d'une caravane de solidarité chargée de 20 000 colis alimentaires au profit des familles démunies des zones d'ombre, dans les 33 communes de la wilaya de Biskra, a

été donné, mardi, à partir du siège de la direction de la protection civile du chef-lieu.

Supervisant le lancement de cette caravane de solidarité, le wali de Biskra, Abdallah Abinouar, a souligné que "l'initiative de distribuer des denrées alimentaires de large consommation aux personnes fragiles et démunies, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour les accompagner durant cette période marquée par la mise en place des mesures de confinement pour lutter contre la pandémie de Covid-19".

Il a déclaré que ces dons, représentant "une passerelle de solidarité entre les institutions de l'Etat et les opérateurs économiques d'une part et les catégories fragiles de la société d'autre part, permettront d'apporter l'assistance nécessaires à ces citoyens".

Le même responsable a également assuré que ces aides parviendront à leurs bénéficiaires à la faveur d'un cadre organisationnel visant à garantir leur dignité, précisant, en ce sens, que des représentants des bureaux et des antennes locales du Croissant

rouge algérien veilleront à la distribution de ces colis alimentaires en collaboration avec les responsables des comités de quartier à travers les communes de la wilaya.

Le chef de l'exécutif local a fait savoir, en outre, que les services de la wilaya ont reçu un quota de denrées alimentaires du ministère du Commerce qui sera attribué "prochainement" aux nécessiteux, ainsi qu'aux foyers affectés par les répercussions des mesures de confinement visant à lutter contre la propagation de Covid-19.

S'agissant de l'aide financière de 10 000 DA allouée aux familles démunies, le même responsable a relevé que des listes de bénéficiaires ont été élaborées après des opérations de vérification et de mise à jour, affirmant que les sommes à distribuer ont été transférées dans les comptes des assemblées populaires communales et des instructions ont été données pour les verser dans ceux de leurs destinataires à partir de demain, mercredi.

UNESCO - ENSEIGNEMENT À DISTANCE 826 millions d'élèves n'ont pas d'ordinateur chez eux

La moitié du nombre total d'apprenants dans le monde, soit 826 millions d'élèves et étudiants, "n'ont pas accès à un ordinateur à domicile", souligne l'Unesco alors que l'enseignement à distance est privilégié par une majorité de pays face à la pandémie de Covid-19.

"Et 43% (706 millions) n'ont pas internet à la maison", ajoute l'Unesco dans un communiqué, dénonçant une "fracture numérique préoccupante dans l'enseignement à distance".

"Les disparités sont particulièrement marquées dans les pays à faible revenu: en Afrique subsaharienne, 89% des apprenants n'ont pas accès aux ordinateurs familiaux et 82% n'ont pas internet", note l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

"En outre, alors que les téléphones mobiles peuvent permettre aux apprenants d'accéder à l'information, de se connecter entre eux et avec leurs enseignants, environ 56 millions d'apprenants vivent en des lieux non desservis par les réseaux mobiles, dont près de la moitié en Afrique subsaharienne", ajoute l'Unesco. Ces chiffres ont été compilés par l'équipe spéciale internationale



pour les enseignants, une alliance coordonnée par l'Unesco, sur la base des données de son Institut de statistique, et de l'Union internationale des télécommunications (UIT), précise le communiqué. Au moins 1,5 milliard d'élèves et 63 millions d'enseignants du primaire et du secondaire sont touchés par les perturbations sans

précédent causées par la pandémie de Covid-19, avec la fermeture d'écoles dans 191 pays, selon l'Unesco.

Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, estime qu'il faut "multiplier les efforts pour fournir la connectivité à tous", mais "également soutenir d'autres alternatives, notamment le recours aux émissions de

radio et de télévision communautaires, et la créativité dans toutes les formes d'apprentissage".

L'Unesco note que pour les "enseignants des régions où les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les autres méthodes d'enseignement à distance sont moins disponibles", la transition vers l'apprentissage en ligne a été très difficile, "voire impossible". "En Afrique subsaharienne, seuls 64% des enseignants du primaire et 50% de ceux du secondaire ont reçu une formation minimale qui, souvent, n'inclut pas de compétences en TIC", ajoute le communiqué.

"Ces inégalités constituent une réelle menace pour la continuité de l'apprentissage en cette période de perturbation sans précédent de l'éducation", souligne Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'Unesco pour l'éducation.

AFRIQUE DU SUD Vague d'expulsions contestées pendant le confinement anticoronavirus

Près d'une centaine d'habitations informelles ont été détruites mardi à Johannesburg, dernier épisode en date d'une vague controversée d'expropriations décidées à la suite de la hausse des occupations illégales de terrain depuis le début du confinement anticoronavirus en Afrique du Sud, ont rapporté les médias locaux. Des membres des fameuses Fourmis rouges, une entreprise de sécurité spécialisée dans les expulsions des occupants d'habitations informelles, sont intervenus en masse dans le quartier de Lawley, dans le sud de la plus grande ville du pays.

"J'étais dans ma cabane, assis tranquillement, quand ils sont arrivés et ils ont tout rasé avec un bulldozer alors que j'étais encore dedans", s'est indignée une des habitantes du quartier, Macy Gray, citée par l'agence AFP.

"Nous ne savons plus où aller, nos enfants n'ont plus de toit, nous n'avons plus de maison", a ajouté une autre, China Mashiya.

Ces expulsions ont été ordonnées par des propriétaires alors qu'un nombre important d'occupations illégales ont été signalées dans la province du Gauteng - celle de Johannesburg et de la capitale du pays Pretoria - depuis le début du confinement le 27 mars.

"Ces occupations illégales parfaitement coordonnées sont l'oeuvre de groupes criminels qui exploitent le désespoir des communautés privées de logements décents", a accusé le responsable provincial en charge des quartiers informels, Lebogang Maile.

Des expulsions similaires ont eu lieu ces derniers jours dans la région du Cap (sud-ouest), dans le grand township de Khayelitsha.

La ministre chargée du dossier, Lindiwe Sisulu, a condamné ces expulsions, en principe interdites pendant la période du confinement.

Elle a par ailleurs annoncé le déplacement à venir de plusieurs milliers d'habitants de ces quartiers informels et insalubres, souvent privés d'eau et d'électricité, afin d'y limiter les risques de propagations du Covid-19. Cette opération fait l'objet d'intenses consultations avec les populations locales dans un pays où les déplacements massifs ravivent le souvenir douloureux des pratiques du régime raciste de l'apartheid, tombé en 1994. Selon le gouvernement, environ 1,2 million d'habitants du Gauteng sont en attente d'un logement décent.

CANADA Le nouveau bilan de la tuerie passe à 23 morts

La fusillade de samedi et dimanche dans l'est du Canada, la pire dans l'histoire du pays, a fait 23 morts, selon un nouveau bilan annoncé mardi par la Gendarmerie royale du Canada (GRC, police fédérale).

"Nous pensons qu'il y a 23 victimes, dont une âgée de 17 ans", a expliqué la police, qui indique avoir retrouvé de nouveaux corps sur les lieux incendiés par le tueur. Ce dernier avait mis le feu à au moins cinq maisons et véhicules. La police n'a pas précisé si ce bilan incluait le tueur, qui a succombé à ses blessures après avoir été atteint par balles par la police dans une station-service dimanche midi en Nouvelle-Écosse.

L'homme a été abattu au terme d'une cavale meurtrière de plus de douze heures et d'une centaine de kilomètres dans cette province.

Gabriel Wortman, un prothésiste dentaire de 51 ans, n'avait pas de casier judiciaire et portait un véritable uniforme de la GRC lors de sa cavale, a précisé la police. Pendant sa cavale, il s'était aussi déplacé en partie à bord d'une voiture semblable à celle de la police et qu'il avait achetée aux enchères.

hormis l'adolescente de 17 ans, toutes les victimes sont des adultes, dont certaines étaient connues du tireur, qui les a délibérément "ciblées", selon la police fédérale.

La police explique qu'elle tente de déterminer si le tueur a "planifié" ses gestes et de comprendre ses "motivations" dans le cadre de son enquête.

Celle-ci comprend 16 scènes de crime et s'annonce complexe et longue, avait prévenu lundi la police.

La tuerie avait débuté samedi en fin de soirée dans une maison de la paisible commune rurale et côtière de Portapique, qui compte une centaine d'âmes. Appelé par des voisins qui avaient entendu des coups de feu, la police a découvert sur place plusieurs cadavres, à l'intérieur et devant une maison.

Des victimes ont également été tuées dans quatre autres villages, a ajouté la police.

ONU - ENVIRONNEMENT Guterres : "la crise environnementale exige aussi l'attention du monde"

La crise environnementale qui touche la planète exige aussi l'attention du monde "de toute urgence", alors que tous les regards sont tournés vers la pandémie du Covid-19, a affirmé le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Selon le site officiel de l'ONU, M. Guterres a relevé à l'occasion de la Journée internationale de la Terre nourricière, célébrée le 22 avril, que si l'impact du nouveau coronavirus est à la fois "immédiat et effroyable".

"Nous devons unir nos forces pour sauver des vies, atténuer les souffrances et adoucir les terribles conséquences économiques et sociales de cette crise", a-t-il souligné.

Pour le chef de l'ONU, il existe aussi "un autre problème qui exige notre attention de toute urgence : la crise environnementale qui touche notre planète". "Les gaz à effet de serre, tout

comme les virus, ne respectent pas les frontières nationales", a-t-il dit.

"La biodiversité est en fort déclin.

Les dérèglements climatiques sont tels que nous approchons du point de non-retour", a rappelé le chef de l'ONU, appelant à "une action décisive" pour protéger la planète du nouveau coronavirus mais aussi des dérèglements climatiques, qui menacent l'existence même de l'humanité. La crise que nous traversons actuellement, a déploré M. Guterres, "est l'occasion d'une prise de conscience inédite. Nous devons mettre à profit les mesures prises pour surmonter la pandémie afin de poser des bases solides pour notre avenir".

Le Secrétaire général de l'ONU, a proposé six actions liées au climat, "qui nous aideront à façonner" la reprise et les travaux à venir, dont la création de nouveaux emplois et de nouvelles entre-

prises dans le cadre d'une transition propre et écologique, outre des emplois verts et des projets durables qui contribuent à la protection de l'environnement et du climat.

M. Guterres a également plaidé pour que les "les pollueurs commencent à payer pour la pollution dont ils sont responsables", appelant à tenir compte des risques liés au climat et des possibilités offertes en la matière aussi bien dans le système financier que dans tous les aspects de l'élaboration des politiques publiques et du développement des infrastructures.

M. Guterres a exhorté la communauté internationale, "à œuvrer ensemble, dans la cohésion", appelant en cette Journée internationale de la Terre nourricière, à "unir nos voix pour exiger un avenir sain et résilient pour l'humanité comme pour la planète".

PAM - FAIM - PANDÉMIE Le directeur exécutif du PAM met en garde contre une "pandémie de la faim" parallèle à celle du COVID-19

Le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, a mis en garde mardi contre une possible "pandémie de la faim" à travers le monde, qui risque de sévir en tandem avec la pandémie de coronavirus.

"Alors même que nous faisons face à la pandémie de COVID-19, nous sommes également au bord d'une pandémie de la faim", a-t-il déclaré au Conseil de sécurité des Nations Unies au cours d'un briefing virtuel.

"Au cours des derniers mois, avant même que le coronavirus ne devienne un problème, j'ai déclaré dans toutes mes conversations

avec des dirigeants mondiaux que l'année 2020 connaîtrait la pire crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale, et ce pour toutes sortes de raisons", a-t-il affirmé.

Les guerres en Syrie et au Yémen, l'aggravation des crises au Soudan du Sud, au Burkina Faso et dans la région du Sahel central, les essais de criquets pèlerins qui déferlent sur l'Afrique, la fréquence croissante des catastrophes naturelles, les changements climatiques, la crise économique libanaise qui affecte des millions de réfugiés syriens, la situation en République démocratique du Congo, au Soudan, en

Ethiopie... La liste est encore longue, a-t-il déclaré. "Toutes les conditions sont déjà réunies pour une crise totale", a-t-il ajouté. "Aujourd'hui, face au COVID-19, je tiens à souligner que nous sommes non seulement confrontés à une pandémie mondiale, mais aussi à une catastrophe humanitaire mondiale.

Des millions de civils vivant dans des pays en conflit - dont beaucoup de femmes et d'enfants - risquent d'être poussés au bord de la famine, une famine qui est une possibilité très réelle et très dangereuse", a-t-il déclaré au Conseil de sécurité, au cours d'un débat sur la protection des civils tou-

chés par la faim en raison des conflits.

Tous les soirs, jusqu'à 821 millions de personnes se couchent le ventre vide à travers le monde, souffrant de faim chronique, et 135 millions de personnes sont confrontées à des niveaux critiques de faim, a-t-il indiqué, citant le dernier Rapport mondial sur la crise alimentaire.

Cela signifie que 135 millions de personnes sont au bord de la famine.

Une analyse du PAM montre en outre que le coronavirus pourrait pousser 130 millions de personnes supplémentaires au bord de la famine d'ici la fin 2020, a ajouté M. Beasley.

A L G É R I E - S A N T É

TISSEMSILT

50 unités de dépistage du coronavirus pour le secteur de la santé

Le secteur de la santé de la wilaya de Tissemsilt s'est doté d'un lot de 50 unités pour dépister le coronavirus, a-t-on appris du directeur de secteur, Abdelkrim Benbia. Le quota de tests fourni par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a été remis lundi aux établissements publics hospitaliers et aux établissements de santé publique de proximité des dairas de Tissemsilt, Themet El Had et Bordj Bounaâma, a-t-il indiqué.

Par ailleurs M. Benbia a fait état du rétablissement de quatre malades infectés par le coronavirus qui ont quitté l'EPH de Tissemsilt dans les deux dernières semaines, alors que 24 personnes suivent toujours le traitement dans les établissements de santé de la wilaya, a-t-il dit.

CORONAVIRUS-TRAITEMENT 7 personnes rétablies du coronavirus quittent le CHU d'Oran

Sept personnes rétablies du coronavirus ont quitté, lundi et mardi, le CHU "Dr Benzerdjeb" d'Oran portant le nombre de personnes guéries dans cet hôpital à 50, a-t-on appris de cet établissement hospitalier.

Trois personnes ont quitté mardi soir le CHU "Dr Benzerdjeb" après quatre autres lundi, qui ont suivi tous un traitement au protocole de chloroquine au niveau du service infectieux, a-t-on fait savoir.

Par ailleurs, l'état de santé six autres personnes affectées par ce virus s'est rétablie dans la wilaya de Tiaret, dont quatre ont quitté l'hôpital, a-t-on appris des services de l'hôpital "Youcef Damerdjij" de Tiaret.

Deux autres personnes quitteront prochainement cet hôpital, a-t-on ajouté.

COVID-19

Elan de solidarité pour doter les deux hôpitaux de Sidi Bel-Abbes en matériel médical

Des opérateurs économiques de Sidi Bel-Abbes ont fait don mardi de matériel médical aux deux établissements hospitaliers de la wilaya, dans le cadre d'une action de solidarité pour contribuer à faire face à la pandémie du coronavirus, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette initiative a vu la contribution d'entreprises actives dans les domaines du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), d'industriels et d'opérateurs économiques d'autres secteurs de Sidi Bel-Abbes. Les dons ont été mis à la disposition des staffs médicaux exerçant au CHU "Dr Abdelkader Hassani" et l'établissement et hospitalier public "Dahmani Slimane" pour contribuer aux efforts des pouvoirs publics de lutte contre les effets de l'épidémie, a-t-on fait savoir. Cette dotation, la deuxième du genre au niveau de la wilaya depuis l'apparition de cette pandémie dans le monde, porte sur la fourniture d'équipements médicaux et paramédicaux aux services de la réanimation dont des respirateurs, des lits et des appareils ECG, ainsi que l'équipement de laboratoire, les combinaisons et tenues de protection, les masques et divers stérilisateurs, a indiqué le coordinateur de l'élan de solidarité, l'entrepreneur Moksi Abdallah. L'opération est toujours en cours, a précisé M. Moksi, tout en annonçant un troisième lot de matériel médical et paramédical dans les prochains jours, dans le but de fournir les équipements nécessaires au niveau des centres d'isolement sanitaire pour traiter le coronavirus. Pour sa part, Pr. Taleb, spécialiste du service des maladies thoraciques au niveau du centre hospitalier universitaire "Abdelkader Hassani", a salué cette action de solidarité fournissant l'équipement médical extrêmement important pour sauver les patients présentant des complications de l'infection au virus. Les opérations de dons et aides vont à un rythme croissant au niveau de la cellule de wilaya de suivi de l'évolution de la pandémie du Covid-19 présidée par le chef du cabinet du wali, a-t-on fait savoir.

CORONAVIRUS

93 nouveaux cas confirmés et 8 nouveaux décès en Algérie

Quatre-vingt-treize (93) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et huit (8) nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie lors des dernières 24 heures, portant ainsi le nombre de cas confirmés à 2811 et celui des décès à 392, a indiqué mardi le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Intervenant lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, Dr Fourar a précisé que le nombre des personnes guéries a encore progressé pour atteindre 1152, dont 53 lors des dernières 24 heures.

Il a également ajouté que le nombre des patients sous traitement a atteint 4527, comprenant 1623 cas confirmés par analyses de laboratoires et 2904 cas "suspects" diagnostiqués par radiologie et scanner, précisant que 34 patients sont toujours en soins intensifs.

Dr Fourar a relevé que l'ensemble des cas confirmés au coronavirus ont été enregistrés à travers 47 wilayas, ajoutant que la tranche d'âge 25-60 ans représente 54% des cas et celle de 60 ans et plus 37%. Le même responsable a relevé que 24 wilayas



n'ont connu aucun cas au coronavirus ce mardi et 16 autres ont recensé entre un et trois cas.

Dr Fourar a indiqué que 50% des décès ont été enregistrés à Blida et Alger et que 64,3 % de ces

décès concernent des personnes âgées de 65 ans et plus.

Enfin, il a rappelé que le numéro vert (3030) reste à la disposition des citoyens pour répondre à leurs préoccupations, ré-

térant l'impératif de respecter les recommandations des spécialistes concernant les règles d'hygiène personnelle et environnementale, ainsi que des conditions de confinement sanitaire.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

L'Algérie reçoit un nouveau don médical de la Chine

L'Algérie a reçu mardi un nouveau don de la Chine constitué de masques chirurgicaux, de kits de dépistage et d'appareils de respiration artificielle, dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus (covid-19).

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a exprimé dans une déclaration à la presse, à l'aéroport international Houari Boumediene, en présence de l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Alger, Li Lianhe, ses remerciements à la Chine pour sa contribution, particulièrement celle de son Premier ministre, qui a voulu montrer que le gouvernement de son pays vouait un "grand respect" au gouvernement et au peuple algérien.

M. Djerad était accompagné du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid et du ministre délégué à l'industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed. "Je remercie le Premier ministre chinois et son gouvernement pour le travail colossal en nous aidant à combattre cette pandémie.

Il est certain qu'ensemble, nous allons triompher de ce fléau", a-t-il dit, ajoutant que ce n'est qu'une



étape dans les relations entre les deux pays, qui sont des relations "privilégiées, avec un passé glorieux, un présent solide et un avenir rayonnant".

M. Djerad a indiqué avoir remis à l'ambassadeur de Chine en Algérie un message à son homologue chinois dans lequel il lui a exprimé tout "le respect et de la considération" et transmis les salutations "fortes" du Président de la République Abdelmadjid Tebboune au Président chinois.

"Avec cette coopération et ce travail en commun et franc nous allons vaincre cette pandémie", a-t-il dit.

De son côté, M. Li Lianhe, a souligné que l'Algérie et la Chine s'entendraient constamment, relevant que les deux pays sont des "partenaires fiables". Il a rappelé que le

peuple algérien avait apporté sa contribution à la Chine pour combattre le coronavirus lors de son apparition, ajoutant qu'à son tour la Chine apportait une série de dons du gouvernement, d'entreprises et d'hommes d'affaires chinois, reflétant ces relations "privilégiées et fortes" entre les deux pays.

Il s'agit de masques chirurgicaux, de masques FFP2, des kits de dépistage et des appareils de respiration artificielle, le total d'une quantité de 20 tonnes environ, a-t-il précisé.

La Chine accordait un "grand intérêt" à la coopération avec l'Algérie, a ajouté le diplomate chinois, soutenant que son pays (gouvernement et peuple) veillait à être au côté de l'Algérie, notam-

ment pour combattre cette pandémie. "Nous sommes confiants que l'Algérie vaincra le coronavirus le plus rapidement possible", a-t-il affirmé.

Il a fait savoir que les Premiers ministres des deux pays avaient effectué, il y a quelques jours, des échanges "fructueux" contribuant à consolider les relations entre les deux pays dans tous les domaines.

Il a transmis, à cette occasion, les salutations du Président chinois au président Tebboune, ainsi que celles du Premier ministre chinois à M. Djerad. L'Algérie avait reçu fin mars dernier, un premier lot d'une aide médicale de la Chine composé, notamment, de moyens de prévention et de respirateurs artificiels. Elle a également reçu le 15 avril un autre don du gouvernement chinois composé essentiellement de masques chirurgicaux et de vêtements de protection médicale.

A rappeler qu'en début du mois de février dernier, l'Algérie avait envoyé un don de 500.000 masques, 20.000 lunettes de protection et 300.000 gants à la Chine, touchée par le coronavirus.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Plus de 2,5 millions de cas déclarés, 172.551 décès

Plus de 2.500.000 cas de nouveau coronavirus ont été officiellement déclarés dans le monde, dont plus de 80% en Europe et aux Etats-Unis, selon bilan donné mardi par des sources officielles mardi.

Au moins 2.503.429 cas d'infection, parmi lesquels 172.551 décès, ont été recensés, notamment en Europe, continent le plus touché avec 1.230.522 cas et 108.797 décès, ainsi qu'aux Etats-Unis (788.920 cas, dont 42.458 décès), pays où la pandémie progresse actuellement le plus rapidement.

Le nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas graves. Et selon le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins, l'Espagne a signalé 204.178 cas et 21.282 décès, tandis que l'Italie a signalé 181.288 cas et 24.114 décès. Ces deux pays sont les plus touchés en Europe par le Covid-19. D'après le décompte du CSSE



toujours, parmi les autres pays comptant plus de 100.000 cas figurent la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Plus de 2.700 morts en 24h aux Etats-Unis, l'un des pires bilans journaliers

Le nombre de morts sur 24h est brutalement reparti à la hausse aux Etats-Unis mardi, avec 2.751 décès supplémentaires liés au nouveau coronavirus, selon le comptage de l'université Johns Hopkins, soit l'un des plus lourds bilans enregistrés sur une journée par un pays.

La veille, les Etats-Unis avaient déploré un peu plus de 1.400 décès sur 24h.

Le pays a également dépassé mardi la barre des 800.000 cas officiellement recensés, avec près de 40.000 cas supplémentaires entre lundi 20h30 locales et

la même heure mardi, selon les chiffres de l'université, actualisés en continu. Selon les bilans officiels communiqués par chaque nation, les Etats-Unis sont de loin le pays le plus touché tant en nombre de morts (44.845 au total) que de cas diagnostiqués (plus de 820.000), même si le président Donald Trump accuse régulièrement la Chine de mentir sur ses chiffres et de compter en réalité plus de morts que l'Amérique.

Quelque 75.000 Américains sont par ailleurs déclarés guéris. En fin de semaine dernière, les Etats-

Unis avaient enregistré deux très lourds bilans journaliers (à plus de 3.800 et de 4.500 morts), mais ceux-ci étaient en partie dus à l'ajout de morts "probablement liées" au Covid-19, qui n'avaient auparavant pas été prises en compte. Le précédent record sur 24h avait aussi été enregistré aux Etats-Unis, avec plus de 2.500 morts le 15 avril.

"Je vois la lumière au bout du tunnel", a pourtant répété Donald Trump mardi lors de sa conférence de presse quotidienne sur le nouveau coronavirus.

La situation s'améliore

notamment dans la ville de New York, qui compte à elle seule plus de 14.000 décès liés à la maladie, ainsi qu'à Chicago, Boston, la Nouvelle-Orléans, et dans l'aire urbaine de Détroit, a déclaré mardi le Dr.

Deborah Birx, membre de la cellule de crise de la Maison Blanche sur le virus.

Elle a également relevé une éclaircie dans les Etats du Rhode Island et du Connecticut, proches de New York.

Elle a en revanche noté qu'aucune baisse n'était relevée dans la région de la capitale, Washington.

RUSSIE

Un virologue russe de premier plan réfute l'idée que le COVID-19 ait pu être créé par l'homme

Un virologue russe de premier plan a réfuté mardi les allégations selon lesquelles le COVID-19 aurait été fabriqué par l'homme. Des experts occidentaux qui prétendent que le nouveau coronavirus pourrait être le résultat d'un accident de laboratoire sont incapables de fournir des preuves fiables, a déclaré Alexandre Semionov, directeur adjoint de l'Institut Pasteur de Saint-Petersbourg en épidémiologie et en microbiologie, au journal russe Izvestia. "C'est comme discuter d'astronautique avec un partisan de la théorie de la Terre plate", a-t-il dit, ajoutant que de telles allégations visaient à occulter soit l'incompétence du système de santé d'un pays donné, soit sa négligence dans la lutte contre l'épidémie.

VIETNAM

Le Kit de test COVID-19 "Made in Vietnam" certifié par l'UE

Le ministère britannique de la Santé et des Affaires sociales a accordé le marquage CE et le certificat de vente (CFS) au kit de test du coronavirus fabriqué par le Vietnam qui est désormais conforme aux normes de l'Union européenne. Le kit de test a été produit par la Vietnam Military Medical Academy et la Viet A Technology Corporation. Bien que le Royaume-Uni ait officiellement quitté l'Union européenne le 31 janvier 2020, la loi pharmaceutique de l'UE s'applique toujours dans le pays jusqu'au 31 décembre 2020. Cela signifie que tout produit qui reçoit le marquage CE de n'importe quel Etat membre du bloc peut être vendu dans d'autres Etats membres de l'UE.

La Viet A Technology Corporation a indiqué qu'après avoir obtenu le marquage CE et le certificat CFS, le kit a été commandé par de nombreux partenaires pour le distribuer au Royaume-Uni, en Inde, au Mexique, aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays européens. Depuis mars, pas moins de 20 pays avaient négocié pour acheter le kit "Made in Vietnam", a précisé l'entreprise, ajoutant que le dispositif sera exporté vers l'Iran, la Finlande, la Malaisie et l'Ukraine. Au Vietnam, la capitale Hanoï a commandé 4.000 kits (soit 200.000 tests) pour répondre à ses besoins en matière de tests et pour envoyer une partie sous forme d'aide médicale à l'Italie.

ITALIE

24.648 décès et baisse du nombre de patients hospitalisés et en soins intensifs

Selon le dernier décompte publié par le Département national de la protection civile, la pandémie de COVID-19 a continué de faire des victimes mardi en Italie, bien que le nombre de patients hospitalisés et en soins intensifs ait baissé.

D'après le décompte officiel, le nombre total d'infections actives, de décès et de guérisons est passé à 183.957.

Les infections actives se sont élevées à 107.709, soit 528 de moins que lundi. Parmi les personnes infectées,

2.471 sont en soins intensifs, en baisse de 102 par rapport à lundi, tandis que 24.134 sont hospitalisées dans des services normaux, en baisse de 772.

Les autres patients sont placés en isolement à domicile.

Mardi, 534 nouveaux décès ont été enregistrés, portant le total à 24.648 morts depuis le début de la pandémie dans la province du nord de Lombardie le 21 février.

Par ailleurs, 2.723 guérisons supplémentaires ont été enregistrées

mardi par rapport à lundi, portant le total à 51.600. Les chiffres de mardi sont en hausse par rapport au total de 181.228 cas lundi : 108.237 infections, 48.877 guérisons et 24.114 décès.

L'Italie a imposé un confinement à l'échelle nationale le 10 mars pour contenir la pandémie.

Le confinement, qui devrait durer jusqu'au 3 mai, sera suivi d'une "phase deux", impliquant "la reprise progressive des activités sociales, économiques et productives", a expliqué le gouvernement italien.

ETATS-UNIS

La 2^e vague de coronavirus pourrait être pire que la première

Une deuxième vague épidémique de nouveau coronavirus aux Etats-Unis pourrait être pire que la première, car elle coïnciderait avec le début de la grippe saisonnière, a averti mardi un haut-responsable américain de la Santé.

Robert Redfield, directeur des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), a appelé les

Américains à se préparer et à se vacciner contre la grippe.

"Il existe une possibilité pour que l'assaut du virus contre notre pays l'hiver prochain soit en fait encore plus difficile que celui que nous venons de vivre", a déclaré M. Redfield dans une interview au Washington Post.

"Nous allons avoir l'épidémie de grippe et l'épidémie de coronavirus au

même moment", a-t-il prévenu. Les Etats-Unis sont le pays le plus touché par le Covid-19, avec 44.845 morts recensés mardi par l'Université Johns Hopkins.

Plus de 820.000 cas ont été diagnostiqués à travers le pays. M. Redfield a fait remarquer que l'épidémie a atteint les Etats-Unis à la fin de la saison de grippe, qui met déjà chaque année à

rude épreuve le système de santé américain. Si les deux maladies avaient connu leur pic au même moment, "cela aurait été vraiment, vraiment, très difficile", a affirmé le responsable. Se faire vacciner contre la grippe avant l'hiver prochain "pourrait libérer un lit d'hôpital pour votre mère ou votre grand-mère si elle contracte le coronavirus", a-t-il dit.

DÉPRESSION GRAVE L'ESPOIR DE LA KÉTAMINE

Utilisée comme anesthésique, mais très réglementée en raison de ses propriétés hallucinogènes, la kétamine offre aujourd'hui un véritable espoir pour soigner les dépressions graves.

"Tout commence en 2000 avec la publication d'une étude dont les auteurs ont découvert, un peu par hasard, qu'une faible dose de kétamine, 10 à 15 fois moins importante que celle utilisée comme anesthésique, avait un effet très puissant sur la dépression résistante", raconte le Dr Pierre de Maricourt, psychiatre, chef de service au Centre hospitalier Sainte-Anne (Paris). Une découverte qui soulève alors beaucoup d'enthousiasme. Et pour cause ! La dépression résistante, n'est justement celle qui n'a été améliorée ni par la psychothérapie, ni par la prise de deux antidépresseurs différents essayés successivement. Autrement dit, celle pour laquelle les solutions thérapeutiques manquent.

L'espoir soulevé est d'autant plus grand que les chercheurs à l'origine de cette découverte montrent aussi un effet très rapide de la molécule. "En quelques heures, les patients répondent au traitement et, dès le lendemain, on a un effet comparable à ce qu'on obtient en 6 à 8 semaines chez les patients qui répondent aux antidépresseurs classiques", poursuit l'expert.

EN PASSE DE RÉVOLUTIONNER LA PSYCHIATRIE ?

"On est face à un vrai changement de paradigme dans la prise en charge de la dépression. Cela



fait 50 ans qu'on la traite avec des molécules qui agissent toutes de la même manière. Avec la kétamine, on a un mode d'action et une cinétique totalement différents. Il n'est pas fréquent d'être témoin d'un tel changement dans le traitement des pathologies psychiatriques", s'enthousiasme le

Dr Michael Barde, psychiatre à la clinique du Château (Garches). Depuis 2000, de nombreux essais cliniques ont été menés. Tous ont confirmé le formidable potentiel de la kétamine, et plusieurs laboratoires se sont lancés dans l' aventure, avec pour objectif de mettre au point des formu-

lations plus faciles à administrer ou entraînant moins d'effets secondaires. "Celle qui est la plus avancée et qui pourrait être commercialisée dès cette année aux États-Unis (et probablement un peu plus tard en Europe) est eskétamine, une molécule proche de la kétamine, qui est adminis-

trée en intranasal et non plus en intraveineuse comme c'est le cas pour la kétamine anesthésique", indique le Dr de Maricourt, dont certains patients ont participé à l'essai clinique de cette molécule.

POUR QUELS PATIENTS ?

Les essais cliniques ont montré que 2 types de patients pourraient particulièrement tirer bénéfice de ce médicament. Ceux souffrant de dépression résistante, et ceux ayant des idées suicidaires.

Ils sont malheureusement nombreux chez les patients dépressifs : 90 % des personnes qui se suicident étaient dépressives et 10 à 15 % des patients dépressifs se suicident. "En situation d'urgence, face à un patient à fort risque suicidaire, la kétamine pourrait avoir une place thérapeutique décisive", avance le Dr Barde.

Cette molécule a néanmoins un inconvénient : son effet se dissipe vite. "On réfléchit à la meilleure stratégie thérapeutique. Une des possibilités est de répéter les administrations, 1 ou 2 fois par semaine, par exemple", indique le Dr de Maricourt. La kétamine remplacera-t-elle les traitements classiques ? "Pas forcément. On peut imaginer la prescrire au début, le temps que les antidépresseurs prennent le relais", répond le psychiatre.

Antidépresseurs : quelles différences entre les médicaments ?

En l'absence de différence d'efficacité démontrée entre les différents types d'antidépresseurs, le choix du médicament se fait souvent selon l'efficacité, la tolérance et les préférences du patient. Les recommandations de la Haute autorité de santé.

Selon les dernières recommandations de la Haute autorité de santé, les antidépresseurs ne sont pas indiqués en cas de dépression légère. Mais ces médicaments peuvent être envisagés pour les dépressions modérées et doivent en revanche être proposés d'emblée pour les dépressions sévères.

Pour le choix du médicament, la HAS recommande aux médecins de prescrire "l'antidépresseur le mieux toléré, le moins toxique en cas de surdosage, et le plus simple à prescrire, à dose efficace".

LES ANTIDÉPRESSEDORS PRESCRITS EN PREMIÈRE INTENTION

En raison de leur meilleure tolérance : les inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine (ISRS) ;

les inhibiteurs de la recapture de la sérotonine et de la noradrénaline (ISRSN) ;

trois "autres antidépresseurs" (de mécanisme pharmacologique différent) : miansérine, mirtazapine et vortioxétine.

LORSQU'IL Y A UN PREMIER TRAITEMENT SANS EFFET

En deuxième intention : les antidépresseurs imipraminiques (tricycliques), en raison de leur risque de toxicité cardiovasculaire.

En troisième intention : l'agomélatine, en raison de sa toxicité hépatique et le tianeptine, qui comporte un risque d'abus et de dépendance.

En dernier recours : les inhibiteurs de la monoamine oxydase (MAO), uniquement après échec des autres alternatives en raison de leurs nombreux effets indésirables et interactions médicamenteuses.

SUIVI ET ARRÊT DU TRAITEMENT

Il est recommandé de surveiller étroitement le patient par des consultations régulières, notamment au bout de la première se-



maine puis de la deuxième semaine de traitement, pour rechercher un comportement suicidaire, une agitation ainsi que les effets indésirables somatiques. Un traitement concomitant par benzodiazépine

peut ainsi être justifié en début de traitement antidépresseur pour une durée de 2 semaines en cas d'anxiété, d'agitation ou d'insomnie invalidantes. La durée totale du traitement antidépresseur se situe

entre 6 et 12 mois après rémission, afin de prévenir les rechutes. L'arrêt du traitement ne doit pas se faire à l'initiative du patient ou de sa famille sans accompagnement médical.

Dépression : un IRM pour déterminer l'efficacité du traitement

L'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle (IRM) du cerveau peut aider à prédire la réponse au traitement antidépresseur.

Prédire l'efficacité d'un traitement antidépresseur serait possible grâce à l'observation par imagerie par résonance magnétique fonctionnelle (IRM) du cerveau, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Brain*. Ce diagnostic apporte une réponse précise de la réponse au traitement à 90%.

Les chercheurs de l'Université de l'Illinois à Chicago aux États-Unis ont analysé comment le cerveau de 35 participants atteints de dépression majeure, invités à effectuer une tâche de contrôle cognitif réagissait. Ensuite, les volontaires ont été répartis en 2 groupes, sous 2 antidépresseurs : 22 participants ont reçu de l'escitalopram (Effexor, un inhibiteur sélectif de la recapture de la sérotonine) et 14 patients de la duloxétine (Cymbalta, un inhibiteur de réabsorption de sérotonine-norépinéphrine). Ce traitement a été prescrit 10 semaines pendant lesquelles les dépressifs ont été suivis pour établir leur réponse au traitement.

L'IRM POUR UN DIAGNOSTIC PRÉCOCE

Au cours de l'étude, les chercheurs ont observé que l'activité cérébrale en cas d'erreurs sur une tâche cognitive est liée avec la réponse au traitement IRM. En effet, les patients qui affichent le plus d'activité dans 2 réseaux cérébraux en cas d'erreurs lors de l'exécution d'une tâche cognitive sont moins susceptibles de répondre aux traitements antidépresseurs.

«Le modèle permet de prédire avec un très haut degré de précision, soit 90%, si les patients vont répondre de manière satisfaisante au traitement», explique l'auteur principal, le Dr Scott Langenecker, professeur agrégé de psychologie et de psychiatrie à l'UIC.

«En utilisant des tests cognitifs et l'IRM, nous pouvons identifier qui répondra le mieux au traitement antidépresseur et qui peut avoir besoin d'autres thérapies efficaces qui fonctionnent à travers différents mécanismes, comme la psychothérapie», a déclaré Dr Scott Langenecker.

ANTIDÉPRESSEURS QUELS SONT LEURS EFFETS SECONDAIRES ?

Pour traiter un premier épisode dépressif, les médecins utilisent trois grandes familles d'antidépresseurs, en raison de leur bonne tolérance et de leur facilité d'emploi. Mais parfois certains effets secondaires peuvent se faire ressentir. On fait le point.

Les inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine, ou IRS Séropram®, Séroplex®, Prozac®, Floxyfral®, Deroxat®, Zoloft®...

Ces médicaments sont en général prescrits en première intention. Effets secondaires. Ils sont rares et mineurs, surtout digestifs (nausées, vomissements) chez un tiers des patients. Plus rarement encore : éruption cutanée, insomnie, céphalées. Ces effets surviennent en général dans les premières semaines de traitement et régressent le plus souvent ensuite. À moyen terme, baisse du désir sexuel chez un tiers des patients (pas d'éjaculation chez l'homme, absence d'orgasme chez la femme) en sachant que la dépression est elle-même une cause de baisse de la libido.

Les inhibiteurs mixtes de la recapture de la sérotonine et de la noradrénaline, ou IRSN

Inel®, Effexor®, Cymbalta®.

Effets secondaires. Ce sont les mêmes que ceux des IRS, auxquels il faut ajouter un risque de syndrome de sevrage en cas d'arrêt brutal du traitement (vertiges, troubles du sommeil, anxiété...).

Les autres antidépresseurs

Norsét®, Aethylm®, Stablon®, Valdoxan®. Dernier-né des antidépresseurs, arrivé sur le marché en 2010, le Valdoxan®, a une action différente : il influence la sécrétion de



mélatonine, l'hormone qui régule le cycle de veille et de sommeil. Ce médicament est placé sous surveillance renforcée en raison d'un risque de toxicité hépatique. Sa prescription peut être réservée aux patients qui ne supportent pas les effets secondaires des autres antidépresseurs, notamment à ceux qui souffrent de troubles de la sexualité liés à la prise d'IRS.

Effets secondaires. Norsét® et Aethylm® peuvent s'avérer trop sédatifs, et le premier peut entraîner une prise de poids. La prescription de Valdoxan® impose une vérification préalable de la qualité des fonctions hépatiques (prise de sang en début de traitement et après quelques semaines).

Les premières générations d'antidépresseurs

IMAO et tricycliques ayant des effets indésirables fréquents (sécheresse buccale, constipation, vertiges, prise de poids...) ne sont plus utilisés en routine. Ils restent utiles quand les autres antidépresseurs ne sont pas efficaces (niveau de résistance élevée).

DÉPRESSION : VERS DES ANTIDÉPRESSEURS À ACTION RAPIDE ?

Les antidépresseurs traitent la dépression mais mettent plusieurs semaines avant d'agir. Des chercheurs ont décrypté le fonctionnement de ces psychotropes dans l'espoir d'accélérer leur action.

Si la dépression a longtemps été sans solution, les antidépresseurs disponibles depuis trente ans ont grandement amélioré l'état des patients. Pourtant leurs mécanismes sont encore mal connus, et ils ne sont efficaces qu'au bout de plusieurs semaines, avec souvent des effets secondaires importants.

Des chercheurs de l'université Rockefeller aux États-Unis ont étudié les modèles d'activité du cerveau néfastes, qui provoquent des humeurs persistantes et empêchent motivation, plaisir et espoir. En somme, les symptômes de la dépression. Ils ont découvert des neurones spécifiques et deux types de récepteurs qui jouent sur l'effet antidépresseur des médicaments du même nom.

INITIER ET PROLONGER L'EFFET ANTIDÉPRESSEUR

Les traitements psychotropes les plus prescrits dans cette maladie sont les inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine (IRS). Dans le



cerveau, les neurones échangent des informations grâce aux neurotransmetteurs, qui passent des uns aux autres. C'est le cas de la sérotonine qui aide à réguler certaines émotions. Lorsqu'elle passe d'un neurone à l'autre,

l'accroché est recapturé par le neurone qui émet l'information. Les IRS ont pour rôle d'empêcher ce phénomène, afin que davantage de sérotonine, non recapturée, parvienne au second neurone et prolonge le passage de l'information. Plus de mille types de neurones différents peuvent recevoir de la sérotonine et réagir à sa transmission. Certains s'activent tandis que d'autres s'inhibent, en fonctions de la disposition de leurs récepteurs à leur surface.

Les scientifiques ont identifié les récepteurs sur les cellules CCK (cholécystokinine) dans le gyrus denté, une partie du cerveau réceptive à la sérotonine. Ils ont constaté que certains inhibent l'effet antidépresseur, tandis que d'autres sont chargés de le prolonger. En manipulant les cellules CCK chez des souris, les chercheurs ont réussi à recréer une réponse cérébrale similaire à celle observée après administration d'un antidépresseur IRS, mais sans le médicament et de manière plus rapide.

Cette découverte pourrait mener à l'élaboration de traitements spécifiques du gyrus denté, ciblant les récepteurs à la sérotonine, qui agiraient beaucoup plus rapidement que ceux déjà existants, et sans les effets indésirables (prise de poids, dysfonction sexuelle, nausées, etc).

RDC/POLITIQUE/CONFLIT

Quatre morts dans un combat entre l'armée et le groupe armé CODECO en Ituri

Quatre personnes dont un policier ont été tuées dans une attaque qui aurait été perpétrée mardi par le groupe armé Coopérative de développement du Congo (CODECO) dans la commune rurale de Mungbalu, Territoire de Djugu en Ituri (nord-est). Des responsables militaires ont déclaré à la presse locale que des miliciens ont affronté des agents de police qui gardaient un camp de la société minière Mungbwalu Mining, avant d'être pris en chasse par l'armée arrivée en renfort, selon l'agence Chine nouvelle. Le porte-parole de l'armée en Ituri, le lieutenant Jules Ngongo a confirmé l'attaque et précisé que l'armée était parvenue à déjouer cette attaque, tuant trois miliciens. Il a également affirmé que quelques munitions de guerre ont été récupérées. Selon la société civile sur place, les éléments de CODECO ont multiplié des attaques dans le territoire de Djugu, Mahagi et Irumu ces dernières semaines. Le 10 avril, 22 personnes ont été tuées dans des attaques simultanées menées dans les villages à Djugu.

MOZAMBIQUE

52 jeunes tués par des insurgés

Les Forces de défense et de sécurité (FDS) du Mozambique ont confirmé que 52 jeunes avaient été tués par des insurgés dans la province de Cabo Delgado (nord), a rapporté mardi le journal local Jornal Notícias. Le massacre s'est produit la première semaine d'avril dans le village de Xitaxi, dans le district de Muimudumbe. Les victimes avaient refusé d'être enrôlés par les insurgés, qui ont plus tard lancé des attaques contre eux, a indiqué au journal le porte-parole des FDS auprès du Commandement conjoint, Orlando Mudumane. "Ces derniers temps, les scélérats essayaient de recruter les jeunes pour qu'ils rejoignent leurs rangs, mais ils ont été confrontés à une résistance de la part des jeunes. Cela a suscité la colère des malfaiteurs qui ont tué sans discrimination, avec cruauté et ignominie, 52 jeunes du village de Xitaxi, dans le district de Muimudumbe", a déclaré M. Mudumane cité par Jornal Notícias. Plusieurs districts de Cabo Delgado ont traversé des épreuves similaires alors que le groupe d'insurgés armés mène occasionnellement des attaques contre des cibles civiles et militaires dans la région depuis octobre 2017. Les FDS ont appelé les jeunes à résister aux tentatives visant à leur faire rejoindre le groupe. M. Mudumane a expliqué que les FDS exhortaient toutes les parties prenantes à coopérer dans la lutte contre les insurgés, qui sèment la terreur et le deuil sur leur passage et sont à l'origine d'un sentiment général d'insécurité dans les districts nord de Cabo Delgado. Le porte-parole a ajouté que les FDS condamnaient fermement ces actes barbares et lâches et sont toujours déterminées, prêtes et entièrement engagées dans la lutte contre les insurgés et pour le retour de l'ordre public et de la sécurité dans le pays.

RWANDA

Conception d'un respirateur artificiel 100% rwandais

Des ingénieurs biomédicaux du Centre régional polytechnique intégré (CIPR) de Kigali ont contribué au développement et à la conception d'un respirateur artificiel 100% rwandais destiné aux malades atteints du nouveau coronavirus, rapporte mardi la presse locale. Le prototype de ce premier respirateur "Made in Rwanda" a été fabriqué en huit jours par une équipe d'ingénieurs du CIPR, précise le principal quotidien rwandais "The New Times", indiquant que les premiers respirateurs artificiels produits localement seront bientôt mis à la disposition des hôpitaux du pays. "L'idée de fabriquer localement des respirateurs artificiels est née le mois dernier au milieu de la pandémie ravageuse du Covid-19", a déclaré un ingénieur au CIPR et membre du staff technique ayant contribué au succès de ce projet, Joseph Habyaremye, cité par le journal. Ce respirateur rwandais a été fabriqué à un coût largement inférieur à celui des respirateurs importés, a-t-il souligné, faisant remarquer qu'"un respirateur importé coûte 20.000 dollars, alors que celui que nous avons produit coûte entre 2.000 et 4.000 dollars". Il a assuré que ce nouveau respirateur permettra de renforcer les équipements et moyens médicaux mobilisés par le Rwanda dans le cadre de la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, appelant les investisseurs et le gouvernement à investir dans cette invention. Selon les derniers chiffres du ministère rwandais de la Santé, le nombre total des cas confirmés de contamination au nouveau coronavirus au Rwanda totalise 147 cas, dont 80 rémissions. Le Rwanda est en mode confinement jusqu'au 30 avril. Les visites hors du domicile et les déplacements non essentiels sont strictement interdits, seules les sorties pour s'approvisionner, pour se faire soigner ou se rendre à la banque restent autorisées.

CRISE LIBYENNE

Belaïd Mohand Oussaïd : «les réserves sur M. Lamamra obéissent à "des considérations intérieures de certains régimes"»

Les réserves émises par un membre du Conseil de sécurité concernant la candidature du diplomate algérien Ramtane Lamamra au poste d'Envoyé spécial de l'ONU pour la Libye obéissent à des considérations intérieures servant certains régimes, qui n'ont aucun intérêt dans le règlement du problème du peuple libyen, a affirmé mardi le ministre Conseiller à la communication, Porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la Présidence.

En réponse à une question sur "l'opposition de parties étrangères" à la nomination de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra au poste d'Envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, M. Belaïd a expliqué que la candidature de ce dernier "n'avait pas joui de l'accord d'un membre du Conseil de sécurité", soulignant que les informations dont il dispose laissent penser que les réserves de ce membre "obéiraient (...) à des considérations intérieures servant certains régimes, qui n'ont aucun intérêt dans le règlement du problème du peuple libyen".

Rappelant les déclarations de M. Lamamra qu'il n'a aucunement sollicité la candidature à ce poste, mais que c'est le Secrétaire général de l'ONU qui l'a proposé, le Porte-parole de la présidence de la République a appelé "les cercles qui ont interprété cette histoire comme étant un échec pour

l'Algérie à corriger leur jugement car, c'est plutôt un échec pour le Secrétaire général de l'ONU", a-t-il soutenu. Le Porte-parole officiel de la présidence de la République a tenu, à cette occasion, à rendre hommage aux grands diplomates algériens dont Lakhdar Brahimi, le défunt Mohamed Sahnoun et bien d'autres "qui ont joué un rôle primordial dans le règlement des crises internationales à la demande des Nations Unies", ajoutant que le choix porté sur M. Lamamra "est pour nous un motif de fierté et d'orgueil de ce que la diplomatie algérienne compte en compétences".

Concernant la crise en Libye, M. Belaïd Mohand Oussaïd a réitéré que "rien ne saura être décidé en Libye sans l'accord de l'Algérie, encore moins contre elle", affirmant qu'"elle continuera à assumer son rôle intègre désintéressé de tout calcul que d'autres font au détriment des vies des



innocents en Libye".

"Il s'agit là d'un devoir national et d'une dette vis-à-vis de ce peuple frère qui a été aux côtés de l'Algérie durant sa Guerre de libération, et l'Algérie ne peut oublier ceux qui l'ont soutenu dans les moments difficiles", a-t-il déclaré. A une question sur la campagne ciblant la diplomatie algérienne, le Porte-parole officiel de la présidence de la République

a répondu que les déclarations du Président Tebboune quant au recouvrement par l'Algérie de son rôle régional "ont probablement dérangé certains Etats et régimes qui auraient préféré que la voix de l'Algérie demeure inaudible". Cependant, a-t-il précisé, "ceci ne change rien dans la détermination de l'Algérie à jouer pleinement son rôle, qu'on le veuille ou pas".

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement annonce un "plan de soutien" économique et social

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé mardi un "énorme plan de soutien" économique et social d'un montant de 24,4 milliards d'euros pour soutenir les entreprises et les personnes les plus vulnérables confrontées à la pandémie Covid-19.

"Nous annonçons ce soir un énorme plan de soutien économique et d'aide sociale sociale de 500 milliards de rands (24,4 milliards d'euros, 26,5 milliards de dollars), ce qui représente environ 10% du produit intérieur brut de l'Afrique du Sud, a déclaré M. Ramaphosa lors d'une intervention télévisée. "L'impact du coronavirus nécessite un budget coronavirus extraordinaire", a-t-il estimé, soulignant que "l'ampleur de ce programme d'urgence (était) historique" pour la première puissance industrielle du continent africain. Parmi les 500 milliards de rands alloués au plan de reprise,

130 milliards sont issus du budget actuel, pour lequel les priorités ont été revues, a précisé le chef de l'Etat. Les 370 milliards de rands restants proviendront notamment "des partenaires internationaux et des institutions financières internationales". Pour le volet social, un total de 50 milliards de rands sera alloué aux plus vulnérables, qui vont recevoir une augmentation de leurs allocations sociales pendant six mois.

Cette enveloppe doit permettre de venir en aide à des "millions de Sud-Africains dans l'économie informelle" et les chômeurs qui "se battent pour survivre", alors que "la pauvreté et l'insécurité alimentaire se sont aggravées de façon spectaculaire au cours des dernières semaines", a souligné M. Ramaphosa. Pour le volet économique, le gouvernement va proposer notamment 200 milliards de rands de garanties de prêts aux entreprises pour

couvrir "leurs coûts opérationnels, comme les salaires, les loyers et le paiement des fournisseurs".

Ce plan doit permettre d'aider "plus de 700.000 entreprises et plus de 3 millions d'employés" dans cette période difficile qui intervient après l'entrée en récession, au début de l'année, de l'Afrique du Sud. Entrée en récession fin 2019 avant le début de la pandémie, l'Afrique du Sud tourne au ralenti depuis son entrée en confinement national le 27 mars dernier. Cette mesure a été prolongée jusqu'à au moins le 30 avril. Seules les services jugés "essentiels" ont été autorisés à continuer leurs activités. Selon une enquête de l'Institut national de la statistique (StatsSA) publiée mardi, plus de 40% des entreprises sud-africaines redoutent de ne pas survivre à la pandémie de coronavirus et au confinement total. Le pays est le plus touché par la pandémie mondiale de Covid-19 en

ZIMBABWE

Le paludisme tue plus que le Covid-19, plus de 150 morts depuis le début de l'année

Pas moins de 152 personnes sont mortes du paludisme au Zimbabwe, et le coronavirus complique davantage la situation, selon le bilan officiel repris mardi par des médias locaux. Les chiffres officiels ont révélé que dans la région du Matabeleland, la hausse est même de 300%. On compte 170 000 cas de personnes touchées, dont pas moins de 19 000 nouveaux cas rien que la semaine du 13 avril. Parmi eux, 10% sont des enfants de moins de 5 ans. Les chiffres devraient encore se détériorer dans les jours qui viennent, parce que le Zimbabwe est en plein dans la saison des pluies. Et c'est une période favorable à la propagation de cette maladie transmise par les moustiques, qui se reproduisent rapidement à ce moment de l'année. Le paludisme, après avoir beaucoup reculé dans le pays est à nouveau en essor ces dernières années. D'autant que le secteur de la santé est en difficulté : le Zimbabwe

manque de personnels soignants, de médicaments. L'apparition du coronavirus complique l'affaire pour plusieurs raisons. Pour l'instant, le pays ne compte officiellement que 25 cas de Covid et 3 morts, donc des dégâts très inférieurs à ceux du paludisme. Mais les chiffres sont sans doute plus importants, le nombre de tests pratiqués est très faible. En plus, les deux maladies présentent plusieurs symptômes communs : la fièvre, les courbatures, les maux de tête. L'Organisation mondiale de la santé souligne que l'identification des cas s'annonce plus compliquée en raison de ces similitudes de symptômes. Ajoutons que le Zimbabwe, comme la majorité des pays dans le monde, a adopté le confinement. Pour encore au moins deux semaines. Problème : ça ralentit l'approvisionnement en médicaments, y compris pour lutter contre le paludisme.

PALESTINE

L'Autorité palestinienne demandera à Moscou de soutenir l'organisation d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient

La Palestine a annoncé mardi qu'elle demanderait au président russe Vladimir Poutine de soutenir l'organisation d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient.

Le Premier ministre palestinien, Mohammed Chtayeh, a déclaré que le président palestinien Mahmoud Abbas "dirige un mouvement sans précédent auprès de dirigeants internationaux" en réponse à l'intension du nouveau gouvernement israélien de soumettre à la souveraineté israélienne plusieurs parties de Cisjordanie. "Une lettre sera envoyée au président Poutine pour organiser une conférence internationale pour la paix, en plus d'une lettre aux (membres du) Quartette (pour le Moyen-Orient) et d'une autre au Conseil de sécurité de l'ONU, en réponse à l'appel du secrétaire général de l'ONU", a déclaré M. Chtayeh aux journalistes dans la ville de Ramallah en Cisjordanie. "Nous souhaitons parvenir à une solution, c'est

pourquoi il est nécessaire plus que jamais que l'ONU fournisse au monde un programme sur la manière de résoudre les conflits", a-t-il ajouté. Les Palestiniens ont mis en garde que la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale en Israël, basé sur l'annexion de plusieurs parties de Cisjordanie occupée, était une menace pour le principe de la solution à deux Etats.

Lundi, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a signé avec son principal concurrent, Benny Gantz, un accord pour former un gouvernement d'union nationale, en vertu duquel chacun des deux dirigera le gouvernement pour une période de 18 mois. La radio israélienne a rapporté que cet accord comprenait un accord mutuel sur



l'idée d'imposer la souveraineté israélienne sur les territoires "qui font partie des terres historiques d'Israël" à partir du 1er juillet. Juste après l'annonce de cet accord lundi soir, le Premier ministre palestinien a déclaré que la formation de ce gouvernement israélien signifiait la fin d'une

solution à deux Etats.

Une coalition "basée sur un engagement à annexer davantage de territoires palestiniens occupés est une menace pour un ordre mondial basé sur les règles", a déclaré Saëb Erakat, secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine.

UE-SANTÉ

L'UE propose un sommet du tourisme fortement touché par la crise du Covid-19

Le Commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton, a proposé mardi l'organisation en septembre-octobre d'un sommet européen du tourisme, un secteur durement frappé par les conséquences de la pandémie du coronavirus Covid-19.

Ce secteur, dont la contribution se situe entre 10 et 11% du PIB de l'UE et représente 12% de l'emploi, est très fragilisé par les mesures de confinement et de restrictions des déplacements. Mercredi dernier, le FMI avait alerté sur les risques encourus par les pays du Sud de la zone euro - Espagne, Italie, Portugal, Grèce - dont l'économie est fortement dépendante du tourisme. Lors d'une vidéoconférence devant des eurodéputés, le commissaire a "proposé l'organisation en septembre ou octobre (si la situation sanitaire le permet) d'un sommet européen du tourisme". Ce sommet pourrait même se tenir en juin par vidéoconférence, a précisé un porte-parole du commissaire. Il aurait pour objectif de "réfléchir ensemble à l'après et de construire une feuille de route vers un tourisme européen durable, innovant et résilient", a expliqué M. Breton. L'idée est de réunir les acteurs institutionnels, les autorités publiques nationales, régionales et locales et les acteurs industriels, selon le porte-parole du Commissaire. M. Breton a également insisté sur la défense des entreprises européennes du secteur qui pourraient être convoitées par des investisseurs étrangers. Ce secteur "doit aussi se protéger notamment des stratégies d'investissement agressives des pays non européens qui pourraient voir dans la crise actuelle l'opportunité d'acquérir des joyaux européens à moindre prix", a-t-il averti. "J'y serai particulièrement attentif avec les Etats membres, afin que nos outils de surveillance des investissements étrangers soient en alerte", a-t-il ajouté.

LIBAN

Neuf personnes retrouvées mortes dans un village

Neuf Libanais et Syriens, dont deux enfants, ont été retrouvés morts mardi dans un village au sud-est de Beyrouth, une tuerie encore non élucidée mais qualifiée "d'horrible" par le Premier ministre Hassan Diab.

Après ce crime d'une violence rare au Liban, une chasse à l'homme a été lancée, selon une source de sécurité, et M. Diab a appelé à accélérer l'enquête. Les motifs du drame n'ont pas été précisés. Mais le député Marwan Hamadé, originaire de Baakline, a déploré "un crime d'honneur ou vindicatif", et

évoqué un seul meurtrier qui selon lui souffrirait de "troubles psychologiques". Il n'a pas fourni d'autres détails. Selon la source de sécurité, les corps sans vie de six Syriens dont deux enfants, et de trois Libanais dont une femme, ont été retrouvés dans une maison ainsi qu'à divers endroits dans une zone boisée de Baakline dans la région du Chouf. L'enquête préliminaire de la police a indiqué que huit victimes avaient été abattues par balles et la seule femme avait été tuée à l'aide d'un couteau, a déclaré la même source citée par l'AFP.

IRAN

L'Iran libère provisoirement plus de 1.000 détenus étrangers

Plus de 1.000 détenus étrangers ont été libérés provisoirement en Iran face à la propagation du nouveau coronavirus, a indiqué mardi la justice iranienne, après des critiques d'experts des droits humains de l'ONU sur le sujet. "Ce que l'Iran a fait en garantissant la bonne santé des prisonniers et en leur accordant des permissions de sortie est une démarche significative" comparé à ce qu'ont fait d'autres pays, a déclaré le porte-parole de l'Autorité judiciaire, Gholamhossein Esmaili. La semaine dernière, un panel d'experts des droits humains avait appelé l'Iran à élargir sa liste de détenus bénéficiant d'une permission de sortie aux "prisonniers de conscience et aux binationaux et étrangers". En réaction, M. Esmaili a déclaré que les experts devraient rapporter ce que "les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont fait concernant leurs prisonniers". "Nous avons accordé une permission à plus de 1.000 étrangers (...)

dont certains ressortissants de ces pays", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse, sans préciser les conditions de leur libération. Selon lui, l'Iran ne devrait pas être accusé de "comportement discriminatoire". Depuis mars, la République islamique a accordé des permissions de sortie à 100.000 prisonniers, qui ont vu leur libération temporaire être prolongée jusqu'au 20 mai. L'Autorité judiciaire avait également annoncé qu'environ 10.000 détenus devaient bénéficier d'une grâce décrétee à l'occasion du Nouvel An iranien (Noorouz), pour "diminuer le nombre de prisonniers, compte tenu de la situation sensible dans le pays", avait alors précisé M. Esmaili, sans référence explicite au nouveau coronavirus. L'Iran fait partie des pays les plus touchés au monde par la pandémie, avec plus de 5.200 décès et plus de 83.500 infections officiellement déclarées depuis l'annonce des premiers cas en février.

ROYAUME-UNI

Le Parlement reprend ses travaux en mode virtuel

Le Parlement britannique a repris mardi ses travaux en mode virtuel, après des vacances de Pâques prolongées en raison de la pandémie du nouveau coronavirus. Les députés ont regagné leurs fonctions à 13h30 GMT dans une situation totalement différente du 25 mars, dernier jour où ils ont siégé de façon normale. Le mode de télétravail a été instauré par crainte que les sessions parlementaires ne favorisent l'expansion du virus entre les députés, alors que la pandémie n'a pas épargné nombre de responsables politiques britanniques, dont notamment le Premier ministre Boris Johnson et son ministre de la Santé, Matt Hancock,

outre le prince Charles. Dans les conditions actuelles, seuls 50 députés sur 650 pourront siéger physiquement au Parlement britannique, et seront séparés par des marques faites au ruban adhésif, afin de respecter les mesures de distanciation sociale. Les autres élus seront invités à participer au débat sur le service de vidéoconférence "Zoom". Le gouvernement britannique a constaté lundi des "signes encourageants" dans l'évolution de la pandémie du nouveau coronavirus dans le pays, avec un bilan quotidien au plus bas depuis deux semaines, mais reste ferme sur le maintien du confinement par crainte d'un "deuxième pic".

Etant désormais l'un des pays les plus affectés par la pandémie en Europe, le Royaume-Uni a comptabilisé 449 morts à l'hôpital de plus lundi, soit 16.509 décès au total depuis le début de la pandémie. Si les chiffres quotidiens sont très volatils et marquent souvent des baisses après le week-end en raison des retards dans les décomptes, il s'agit du plus faible bilan depuis le 6 avril et le deuxième plus faible depuis le début du mois.

Le Premier ministre Boris Johnson qui demeure en convalescence dans sa résidence de villégiature en dehors de Londres est remplacé par son ministre des Affaires étrangères Dominic Raab.

BRÉSIL

La justice brésilienne va enquêter sur une manifestation anti-confinement

Un juge de la Cour suprême fédérale du Brésil a demandé mardi une enquête pour déterminer si des actes "criminels" ont été commis lors d'une manifestation pro-militaire et anticonfinement à Brasilia.

Ce juge, Alexandre de Moraes, a répondu à une requête du bureau du procureur général de la République. Dans un avis publié mardi, M. Moraes qualifie de "très grave" le rassemblement, car il porte atteinte à l'Etat de droit démocratique du Brésil et ses

institutions républicaines". Dimanche, Jair Bolsonaro était allé soutenir des manifestants qui, au mépris des règles de confinement, s'étaient massés devant le quartier général de l'armée à Brasilia pour réclamer une intervention militaire et la fermeture du Congrès. "Nous ne voulons rien négocier", avait lancé le président d'extrême droite, debout à l'arrière d'un pick-up, aux quelque 600 manifestants agglutinés et réclamant l'application d'une loi qui a imposé en 1968 la fermeture du Congrès et

supprimé de nombreux droits constitutionnels. Les hommes politiques brésiliens ont réagi dès dimanche à l'intervention du chef de l'Etat qui n'avait à aucun moment remis en question les revendications des manifestants. De telles revendications "sont inconstitutionnelles", a affirmé le juge de la Cour suprême, estimant "essentiel" de vérifier l'existence d'éventuelles formes de financement d'actes antidémocratiques. Ancien capitaine de l'armée, Jair Bolsonaro critique constam-

ment les dirigeants du Congrès, les gouverneurs et les maires qui défendent la politique de confinement et de distanciation sociale visant à enrayer la propagation du coronavirus qui a fait plus de 2.500 morts et plus de 40.000 contaminés dans le pays.

Le président brésilien a en outre appelé lundi à une levée dès cette semaine des mesures de confinement, alors que le pic de la pandémie n'a pas encore été atteint, selon les autorités sanitaires.

MUSÉES-CORONAVIRUS

La ministre de la Culture supervise une campagne de désinfection des musées et des sites archéologiques

LA MINISTRE DE LA CULTURE, MALIKA BENDOUDA A SUPERVISÉ MARDI À ALGER UNE CAMPAGNE DE DÉSINFECTION DES MUSÉES ET DES SITES ARCHÉOLOGIQUES, LANCÉE AU MUSÉE NATIONAL DU BARDO, PUIS AU MUSÉE NATIONAL DES ANTIQUITÉS ET DES ARTS ISLAMIQUES, A INDIQUÉ LA TUTELLE DANS UN COMMUNIQUÉ.

Organisée en coordination avec les Scouts musulmans algériens (SMA), cette campagne de décontamination s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour endiguer la propagation du Covid-19, et coïncide avec le mois du Patrimoine (18 avril-18 mai) placé cette année sous le thème "Le patrimoine culturel à l'ère du numérique". A cette occasion, la ministre s'est rendue au Centre national de recherches préhistoriques,

anthropologiques et historiques (CNRPAH), où elle s'est enquis des vestiges que recèle ce site et des moyens de leur préservation. A ce propos, elle a insisté d'accélérer la numérisation et de prévoir des activités voire des visites virtuelles au CNRPAH.

L'opération de décontamination se poursuivra pour assurer l'asepsie des autres musées et sites archéologiques sur l'ensemble du territoire national, a conclu le communiqué.



THÉÂTRE-ANIMATION

Le Théâtre d'Oran concocte un programme «virtuel» pour les soirées de Ramadhan

Un programme riche en activités artistiques sera mis en ligne par le Théâtre régional d'Oran "Abdelkader Alloula" (TRO) durant les soirées du mois de Ramadhan, a-t-on appris mardi du directeur de cette structure culturelle, Mourad Senouci.

Il s'agit d'un programme "virtuel" qui permettra au TRO de maintenir le contact à distance avec son public, conformément aux mesures de prévention en vigueur en cette conjoncture sanitaire marquée par la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus, a précisé à l'APS M. Senouci.

"Plusieurs spectacles seront rediffusés dans ce cadre sur toutes les plateformes sociales du TRO, dont le site web, la page Facebook, la chaîne Youtube et l'application mobile", a-t-il expliqué.

Le public adulte aura droit, ainsi, à cinq oeuvres théâtrales produites par le TRO, intitulées "El-Ghulta" de Mourad Miliani, "El-Fehla" d'Ali Nacer, "El-Balaout" de Hadjouti Boualem, "Maaroud Lel Hawa" de Mohamed Bakhti, et "Ledjoued" du regretté dramaturge Abdelkader Alloula (1939-1994). Les enfants auront, quant à eux, plaisir à découvrir ou revoir des pièces à succès avec jeux de marionnettes, dont "El-Houta Wa El-Djirène" de Medjahri Missoum, "Kalaat Nou" de Belkerouf Abdelkader, et "Pinnocchio" de Bensmicha Kada. La littérature algérienne est également mise à l'honneur dans ce programme qui prévoit la rediffusion de trois rencontres déjà animées au TRO par des romanciers à l'instar d'Amine Zaoui, Wassiny Laaredj et Leila Aslaoui. Les mélomanes, eux, seront conviés à un concert de musique spirituelle de Leila Borsali, repris de la soirée qu'elle avait animée l'année dernière sur la scène du TRO. En outre, des reportages vidéos invitent à la découverte de plusieurs édifices historiques d'Oran seront aussi présentés durant ce Ramadhan qui coïncide avec la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), a relevé M. Senouci.

CULTURE/ICESCO/CINÉMA/CONCOURS

L'Icesco lance le prix du court métrage

L'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (Icesco) a lancé un prix du court métrage destiné à stimuler la créativité dans le cadre de son initiative "la culture à distance", a annoncé l'organisation sur son site Internet.

Le prix vise à "soutenir les efforts de tous les Etats membres

et de la communauté internationale face à la pandémie du Covid-19", explique l'organisation.

Ouvert à tous les genres cinématographiques, le prix récompense les trois premières meilleures oeuvres qui devront recevoir des récompenses de 8.000, 6.000 et 4.000 USD, ajoute-t-on. D'une durée maximale de qua-

tre minutes, les films en compétition devront porter sur le patrimoine, la santé, l'environnement ou encore sur le quotidien des enfants au temps de coronavirus.

La remise des prix est prévue lors d'une cérémonie spéciale au siège de l'organisation à Rabat (Maroc), indique l'organisation.

MOYEN-ORIENT/CORONAVIRUS

L'UNICEF appelle à un fonds pour aider les enfants dans la région

L'Unicef a sollicité lundi une levée de fonds de près de 100 millions de dollars afin de renforcer son aide aux enfants de la région Moyen-Orient, a indiqué l'agence dans un communiqué. Plus de 105.000 cas de nouveau coronavirus, dont 5.699 décès, ont été officiellement enregistrés dans cette région, qui compte le plus grand nombre d'enfants dans le besoin au monde -- près de 25 millions -- en raison des conflits en cours, a précisé l'Agence des Nations unies pour l'enfance (Uni-

cef) dans un communiqué. «La combinaison du manque ou de l'adéquation des services de base, d'années de conflits, de pauvreté et de privation avec la maladie Covid-19 frappe en premier lieu les enfants (...) et rend leur vie, déjà difficile, insupportable», a affirmé le directeur régional, Ted Chaiban. L'Unicef appelle dès lors à une levée de fonds de 92,4 millions de dollars (environ 84,8 millions d'euros) afin de pouvoir répondre au défi supplémentaire engendré par la pandémie.

D'après l'agence onusienne, près de 110 millions d'enfants sont actuellement confinés, et l'Unicef affirme soutenir les efforts des autorités pour que le plus grand nombre puisse étudier à distance.

Selon le communiqué, l'Unicef diffuse aussi dans les médias et sur les réseaux sociaux des recommandations pour réduire les risques d'infection, préserver la santé physique et mentale des enfants et de leurs familles, et afin d'éviter la stigmatisation des personnes infectées.

CULTURE/ LIVRE/ÉDITION/VIRUS

Italie : les professionnels du secteur du livre demandent l'aide du gouvernement

Les professionnels du secteur du livre en Italie, très touché par la pandémie de coronavirus, ont demandé mardi l'aide du gouvernement pour surmonter la crise du livre, la "plus grave" de l'après-guerre, ont rapporté des médias.

Les fermetures de bibliothèques et librairies, et donc dans la foulée d'imprimeries, "entraînent la plus grave crise du livre de l'après-guerre", écrivent dans un appel conjoint au gouvernement les associations de bibliothèques, de libraires et d'éditeurs italiens. Les librairies ont perdu en mars 25 millions d'euros de chiffre d'affaires et 64% des éditeurs avaient eu recours au chômage technique, ou annoncé leur intention de le faire, selon des estimations de ces associations. Ces dernières relèvent "le risque d'une désertifi-

cation culturelle, plus particulièrement dans les zones plus faibles du pays". La crise due à pandémie de Covid-19, qui a fait plus de 24.000 morts en Italie, "sera un coup pour la culture italienne, la diversité culturelle et le pluralisme", ajoutent les auteurs de l'appel. Face à cette situation, ils préconisent des fonds soutien aux bibliothèques publiques pour l'acquisition de livres, et l'extension à toute la population d'un instrument connu en Italie comme le "bonus culture". Ce dispositif avait été instauré en 2016 par le gouvernement de centre-gauche de Matteo Renzi et prévoyait l'octroi d'un chèque culture de 500 euros - pour tous les jeunes atteignant 18 ans - pour s'acquitter de toutes les dépenses liées à la culture.

APS

PUBLICITÉ



EPE - ALGERIE TELECOM - SPA -
DIRECTION OPERATIONNELLE DE CHLEF
NIF : 000 216 299 033 049.

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 02/2020

La Direction Opérationnelle de Chlef lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 02/2020 ouvert à la concurrence pour : réalisation des travaux de canalisations urbaines au niveau des sites suivants :

- LOT N°01: Zone d'activité Ain Mérané
- LOT N° 02: Assainissement AHCN/AHIN Aboulhassene centre
- LOT N°03: Chorfa face hôpital lot Belkhef
- LOT N°04: 227 Logts + Lotissement El-Guelta
- LOT N°05: 440 Logts + Lotissement hay chahid/medjadjiZianeSobha
- LOT N°06: 140 logts + LotissementChahidTahraoui Salem MatmataSendjes
- LOT N°07: 232 LogtsSidiAbderrahmane
- LOT N°08: 80 Logts LSP ZitoufiBéniHaoua
- LOT N°09: 110 LogtsSendjes
- LOT N°10 : Lotissement Sidi Ziane Ain Mérané
- LOT N°11 : 40 Logts LPA + Lotissement Sidi Abderrahmane
- LOT N°12 : Doumia 40-72 LogtsOuedGoussine
- LOT N°13 : 60 Logts Social Rte Berira Béni Haoua
- LOT N°14 : Logts derrière EP Zone 8 Ouled Mohamed
- LOT N°15 : 64 Logts LSP Béni Haoua
- LOT N°16 : Cité 18 Février Chahir (Orfoula) Ténés
- LOT N°17 : 100 LogtsGuelta (60+40 logts en face gendarmerie Guelta)
- LOT N°18 : Hay ChahidBouchakour Ahmed (Zalatar)
- LOT N°19 : 80 Logts promotionnels Driza Rue Amar Ténés

Le présent appel d'offres s'adresse uniquement aux personnes physiques et/ou morales soumissionnant seules ou dans le cadre de groupements momentanés d'entreprises, qualifiées dans le domaine des travaux de génie civil et canalisation, travaux publics, bâtiment et hydrauliques de droit algérien, ayant des capacités techniques et financières pour la réalisation du projet selon les paliers suivants :

Palier 01 : Pour les lots dont la distance est supérieure à 600 mètres linéaires(arrière): Seuls les soumissionnaires possédant un certificat de qualification et classification de 01 et plus sont appelés à soumissionner pour ces lots.

Palier 02 : Pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 600 mètres linéaires (arrière): Aucune qualification n'est exigée pour ces lots.

Les soumissionnaires doivent fournir tous les documents relatifs au palier cité ci-dessus ainsi que l'attestation de visite des lieux telle qu'elle est demandée dans l'article 12 du cahier des charges (CCA) Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des achats de la DO de Chlef contre paiement d'une somme de 2000 DA non remboursable.

Les offres doivent être composées :

Dossier administratif dans une enveloppe à part contenant :

- Une déclaration de probité, Copie de NIF, Copie des statuts, Délégation de pouvoir de signature, Copie de l'extrait du registre du commerce, Copie CNAS, CASNOS, Copie du l'extrait de rôle, Copie de la dernière attestation de dépôt des comptes sociaux du CNRC, extrait du casier judiciaire, La convention de Groupement momentané.
- Offre technique dans une enveloppe à part contenant :
 - Une déclaration à souscrire ; Copie de l'attestation de qualification et classification ; Les références professionnelles ; La lettre d'engagement sur les moyens humains ; La lettre d'engagement sur les moyens matériels ; Lettre d'engagement sur les délais d'exécution ; Lettre d'engagement sur la durée de garantie ; Cahier de charges.
 - Offre Financière dans une enveloppe à part contenant :
 - La lettre de soumission ; Le bordereau des prix unitaires ; Le détail quantitatif et estimatif.

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, chaque pli correspondant, la mention, « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

DIRECTION OPERATIONNELLE DE CHLEF
ALGERIE TELECOM - SPA -
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 02/2020
« TRAVAUX DE CANALISATIONS URBAINES »

« A N°OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

La date limite de dépôt des offres accompagnées de toutes les pièces nécessaires est fixée à 15 jours, à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres sur les quotidiens nationaux de 08h à 14h.

L'ouverture des plis des offres aura lieu en séance publique à 14h00.

Les soumissionnaires sont invités à assister à cette séance, ou une personne mandatée par l'entrepreneur. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 180 jours, à compter de la date limite de dépôt des offres.

OMS/SANTÉ/PANDÉMIE/TECHNOLOGIE Exploiter les technologies de l'information pour venir à bout de la maladie (OMS)

DES SMS CONTENANT DES INFORMATIONS SANITAIRES "VITALES" POUR PROTÉGER LES POPULATIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19, SERONT ENVOYÉS À DES MILLIARDS DE PERSONNES QUI NE PEUVENT PAS SE CONNECTER À INTERNET, SELON LE SITE OFFICIEL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS).

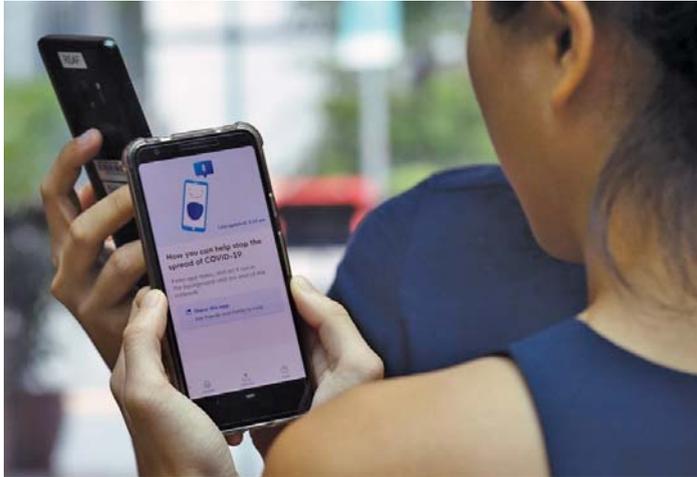
L'OMS et l'Union internationale des télécommunications (UIT), avec le soutien du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), sont prêtes à collaborer avec des entreprises de télécommunication pour envoyer des SMS contenant des informations sur le nouveau coronavirus, ajoute la même source.

Ces messages parviendront à des milliards de personnes qui ne peuvent pas se connecter à Internet pour y chercher des informations, selon le site officiel de l'OMS.

Cette collaboration débutera dans la région Asie-Pacifique avant d'être étendue au monde entier, a fait savoir la même source.

L'OMS, estime que 3,6 milliards de personnes ne disposent d'aucune connexion, et vivent pour la plupart dans des pays à revenu faible, où à peine deux personnes sur dix en moyenne ont accès à Internet.

Il s'agit, selon l'Organisation onusienne de la santé, de communiquer à toute per-



sonne, quel que soit son niveau de connectivité, des messages sanitaires vitaux. Cette initiative s'appuie sur les efforts actuellement déployés pour diffuser des messages sanitaires dans le cadre de l'Initiative BeHealthy BeMobile de l'OMS et de l'UIT.

L'OMS, a noté d'autre part, que les soignants ont recours à la télémédecine pour poser des diagnostics tandis que les hôpitaux ont besoin d'être connectés pour coordonner et trier les patients.

La pandémie de Covid-19 est la première de l'histoire

humaine dans laquelle les technologies et les réseaux sociaux sont utilisés à très grande échelle pour que les personnes restent en sécurité, productives et connectées sans être physiquement en contact, a ajouté la même source.

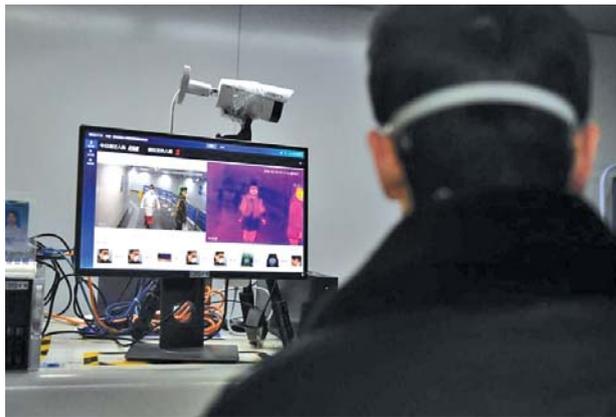
CORONAVIRUS/PANAMA Des caméras thermiques dans le métro pour repérer des malades

Des caméras thermiques ont été installées dans plusieurs stations du métro de Panama afin de repérer des voyageurs potentiellement infectés par le nouveau coronavirus, a annoncé mardi la direction du métro.

Le Panama, qui a décrété un confinement très strict, a recensé 136 morts et plus de 4.600 personnes contaminées par le virus, le bilan le plus élevé en Amérique centrale. Des caméras dotées de capteurs infrarouges seront installées à l'entrée de douze stations, au niveau des tourniquets d'accès aux quais, pour détecter des personnes présentant une température élevée, ont précisé des responsables de la compagnie publique qui gère le métro de la capitale.

Le dispositif sera ensuite étendu aux 18 autres stations que comptent les deux lignes de métro.

Les usagers ainsi repérés seront soumis à un deuxième examen pour vérifier s'ils ont de la fièvre - un des symptômes d'une infection au nouveau coronavirus - auquel cas ils seront isolés



des autres voyageurs. Dans un deuxième temps, les responsables du métro prévoient l'installation de caméras de reconnaissance faciale

connectées à des numéros de cartes d'identité, qui permettront de localiser le domicile des personnes ayant de la température.

RUSSIE/CORONAVIRUS

Le géant de l'internet lance un dépistage gratuit des Moscovites



Le géant de l'internet, Yandex, a lancé un service de dépistage gratuit du nouveau coronavirus pour les habitants de Moscou, épicentre de l'épidémie en Russie, où les autorités revendiquent un fort taux de dépistage.

Yandex, créateur du moteur de recherche éponyme et d'autres services populaires, a lancé cette initiative dans le cadre de l'"alliance contre le coronavirus" créée en mars entre des entreprises du numérique et des industriels, avec le soutien financier du Fonds souverain, qui rassemble des réserves de l'Etat russe.

Le service, qui proposait à l'origine des tests de dépistage à domicile aux personnes âgées de 65 ans ou plus, s'est ouvert cette semaine à tous.

Selon Yandex, plusieurs milliers de personnes demandent à bénéficier chaque jour du service, financé par Yandex et par des dons de particuliers et d'entreprises. Les tests sont effectués par des laboratoires privés, tandis que le Fonds souverain a aidé à l'homologation des tests et des laboratoires autorisés à les analyser.

La Russie connaît ces deux dernières semaines une flambée de nouvelles infections au Covid-19, avec 57.999 cas et 513 morts officiellement enregistrés mercredi.

Les autorités russes revendiquent l'un des taux de dépistage les plus élevés au monde, avec 2,2 millions de tests effectués depuis le début de l'épidémie selon les chiffres officiels.

La fiabilité de ces tests a toutefois été critiquée, notamment au début de l'épidémie. "Il y a eu une période où ils n'étaient pas de très bonne qualité. Aujourd'hui, la qualité a augmenté de près de moitié et la couverture a augmenté, tout comme, naturellement, le taux de détection", a relevé le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, lors d'une réunion avec le président Vladimir Poutine.



IRAN Lancement avec succès d'un premier satellite militaire

Un premier satellite militaire iranien a été lancé "avec succès" mercredi depuis le désert de Markazi (centre de l'Iran), ont annoncé les "Gardiens de la Révolution".

Le satellite, baptisé Nour, a été "lancé avec succès ce matin, mercredi 22 mai, à partir du lanceur à deux étages Qassed depuis le désert de Markazi (centre) en Iran", a indiqué le site Sepahnews, organe de l'armée d'élite iranienne. Le satellite Nour (Lumière en persan) a "orbité autour de la Terre à 425 km", selon le site des "Gardiens

de la Révolution". "Cette action sera une grande réussite et un nouveau développement dans le domaine de l'espace pour l'Iran islamique", a indiqué la même source.

Ce lancement survient plus de deux mois après l'échec le 9 février de celui d'un satellite d'observation scientifique, baptisé Zafar (Victoire en persan).

La tentative de lancement du Zafar était intervenue quelques jours avant le 41e anniversaire de la Révolution islamique.

NFL Gronkowski va sortir de sa retraite pour rejoindre Brady à Tampa Bay

L'ancien receveur de New England, Rob Gronkowski, va sortir de sa retraite pour reformer au sein des Tampa Bay Buccaneers le redoutable duo qu'ils composaient chez les Patriots avec la star des quarterback Tom Brady, rapportent mardi plusieurs médias.

"En attendant de pouvoir passer les tests physiques, Rob a accepté de jouer pour Tampa Bay la saison prochaine", a déclaré son agent Drew Rosenhaus à ESPN. Gronkowski avait rattrapé ses crampons NFL, en février 2019 après un troisième Superbowl remporté avec New England contre les Los Angeles Rams.

Le joueur de 30 ans avait surpris son monde par ce choix, mais l'avait justifié par un souhait de reposer un corps très éprouvé par les blessures accumulées en neuf saisons de football américain.

S'il s'est lancé cette année dans le catch au sein de la WWE, la fièvre de la NFL l'a manifestement rattrapé en voyant que son "lanceur préféré" avait décidé de relever un nouveau défi à 42 ans, en s'engageant avec les Buccaneers il y a quelques semaines, après vingt saisons passées chez les Patriots.

Ces derniers ont accepté d'échanger Gronkowski, à qui il restait un an de contrat, contre un 4e tour de la draft devant se dérouler jeudi, précise ESPN.

En neuf saisons en NFL, Gronkowski s'est imposé comme l'un des meilleurs receveurs de tous les temps, avec 521 passes captées pour 7.861 yards parcourus et 79 touchdowns réussis.

Il s'est de fait imposé comme une des cibles les plus fiables de Tom Brady et son absence s'est fait sentir la saison passée lors des play-offs, avec un revers dès le 1er tour contre le Tennessee Titans.

Avec Brady - dont les maillots des Patriots se sont moins vendus la saison passée que ceux de la nouvelle star Patrick Mahomes, vainqueur du Superbowl avec Kansas City - et Gronkowski dans ses rangs, Tampa Bay, qui accueillera le prochain Superbowl en février 2021, espère devenir la première équipe à le remporter "à domicile".

TENNIS Djokovic imagine une reprise par des "tournois régionaux"

À l'arrêt complet depuis la mi-mars en raison du coronavirus, le circuit professionnel de tennis pourrait reprendre par "des tournois régionaux", a estimé mardi le N.1 mondial Novak Djokovic sur les réseaux sociaux.

"Je pense qu'il y aura plus de tournois régionaux avec des prix. Je pense que c'est ce qu'il va se passer très bientôt", a affirmé le Serbe lors d'un direct sur Instagram avec Fabio Fognini.

"Tous les pays auront un modèle propre pour sortir du confinement et il sera difficile de redémarrer notre circuit car il se déroule chaque semaine dans un pays différent!", a rappelé Djokovic.

"Je pense donc qu'il y aura plus de tournois régionaux avec des prix, mais probablement pas de points (ATP) pour le moment", a-t-il répété.

"Pour moi, en tant que simple joueur, il sera vraiment très difficile de rejouer cette année", a estimé Fognini qui l'an dernier à cette époque soulevait à Monte-Carlo son premier trophée en Masters 1000.

"Toi, tu viens de Serbie où le confinement va être levé le 20 mai, mais en Espagne se sera le 25 juin... c'est quand même difficile de prétendre rejouer en tournois", a illustré l'Italien qui ne veut se résoudre non plus à jouer à huis clos.

"Tu peux imaginer une finale de Grand Chelem sans personne dans les gradins?", a-t-il interpellé son collègue.

Le tennis mondial est à l'arrêt depuis début mars et jusqu'à mi-juillet au moins, après notamment le report de Roland-Garros à l'automne et l'annulation historique de Wimbledon.

APS

JEUX D'ÉCHEC Une Coupe des nations en ligne en présence de la légende Kasparov

La Fédération internationale d'échecs (FIDE) a annoncé mercredi vouloir organiser une Coupe des Nations en ligne, qui opposera au mois de mai plusieurs anciens champions du monde, dont la légende russe Garry Kasparov.

"Cet affrontement qui fera date pourra être comparé avec la Ryder Cup en golf, ou le match d'échecs entre l'URSS et le Reste du monde en 1970, qui avait fait les gros titres en pleine période dominée par Bobby Fischer", a expliqué la FIDE.

"Mais ce nouveau match du siècle sera plus global, entièrement en ligne, et plus inclusif, puisque chaque équipe devra inclure au moins une joueuse", a-t-elle ajouté.

Les échecs sont l'une des très rares disciplines sportives à poursuivre ses activités malgré la pandémie du nouveau coronavirus, qui a stoppé les compétitions dans la plupart des sports à travers le monde.

L'Olympiade, compétition internationale bi-annuelle d'échecs opposant des équipes nationales, qui devait avoir lieu cet été en Russie, a toutefois été repoussé d'un an en 2021.

Six équipes vont participer du 5 au 10 mai à sa



Coupe des Nations : la Chine, l'Inde, la Russie, les Etats-Unis, l'Europe et une équipe du Reste du Monde.

Kasparov, champion du monde de 1985 à 2000, sera à la tête de l'équipe européenne et sera notamment opposé à l'Indien Vishwanathan Anand, multiple champion du monde, et au

prodige iranien Alireza Firouzja, vice-champion du monde 2019 de parties rapides, âgé de seulement 16 ans.

La Coupe des Nations, dont la dotation sera de 180.000 dollars (environ 165.700 euros), se disputera en parties rapides, avec un temps de réflexion de 25 minutes, et les joueurs seront filmés afin de s'assurer qu'ils ne bénéficient pas d'une assistance par ordinateur.

Les six équipes s'affronteront à deux reprises du 5 au 9 mai et les deux meilleures à l'issue de cette phase de poules se retrouveront pour une super-finale le 10 mai.

JM ORAN-2022

Les travaux du complexe olympique et du village méditerranéen se poursuivent avec une "cadence appréciable" (wilaya)

Les travaux de réalisation du complexe olympique et du village méditerranéen dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran) se poursuivent suivant une "cadence appréciable" en dépit du report de la 19e édition des jeux méditerranéens dû à la pandémie du coronavirus (covid-19), a-t-il indiqué mardi à la wilaya. Les entreprises chargées des travaux veillent à ce que tout se déroule normalement "tout en tenant en compte les gestes de distanciation et toutes les autres mesures préventives contre le covid-19", a-t-on pré-

cisé de même source. Les différents chantiers des deux importantes infrastructures ont fait l'objet, mardi matin, d'une visite d'inspection du wali d'Oran, Abdelkader Djellouli, accompagné par le directeur local des équipements publics, a souligné la même source, notant que les deux responsables ont notamment inspecté l'évolution de l'opération de la semence du gazon naturel au niveau du stade de football de 40.000 places qui touche à sa fin, ainsi que les chantiers de la salle omnisports (6.000 places) et le complexe nau-

tique (2.000 places) qui renferme deux piscines olympiques et une troisième semi-olympique.

La 19e édition des jeux méditerranéens, prévue initialement pour l'été 2021, a été reportée à l'été suivant (25 juin-5 juillet 2022) comme d'ailleurs les différentes joutes internationales, à savoir les jeux olympiques et d'autres manifestations sportives internationales, renvoyés à leur tour à l'année 2022 en raison de la crise sanitaire qui secoue la planète depuis plusieurs semaines, rappelle-t-on.

JUDO / ALGÉRIE - CHALLENGE NATIONAL D'ARBITRAGE Miloud Hakiki domine la compétition, avec 13 bonnes réponses (FAJ)

Le candidat Miloud Hakiki, auteur d'un sans faute, avec 13 bonnes réponses sur 13, caracole seul en tête du classement du Challenge National d'arbitrage, lancé dernièrement sur les réseaux sociaux par la Fédération algérienne de judo

(FAJ), pour maintenir son secteur en activité pendant cette période de confinement, imposée par la pandémie du nouveau Coronavirus. Quoique, malgré son carton-plein, Hakiki est loin d'avoir pris le large, car deux de ses principaux

concurrents le talonnent de très près, avec 12 bonnes réponses chacun. Une situation qui promet une fin de compétition palpitante, particulièrement entre ce trio de tête, car le jeu porte sur un total de 20 questions, faisant que les sept ques-

tions qui restent pourraient chambouler complètement l'actuel ordre établi. Le jeu consiste à visionner une vidéo, relatant un combat de judo et de donner la note appropriée : Ippon, Wazari... et chaque bonne note équivalait à un point.

RUGBY / NOUVELLE ZÉLANDE

Whitelock veut relancer le derby Nord-Sud

Le 2e ligne international néo-zélandais Sam Whitelock veut relancer le grand derby local, entre les îles du Nord et celles du Sud, au cas où il y aurait une saison blanche dans le rugby international en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19). "On réfléchit à des oppositions entre All Blacks ou à la rencontre +North vs Sud+ s'il ne peut pas y avoir de déplacements vers l'étranger", a déclaré mardi soir Whitelock à la chaîne de télévision Sky Sport NZ, à propos des discussions en cours avec ses coéquipiers internationaux et la fédération néo-zélandaise. "Je n'ai jamais disputé ce duel Nord/Sud, mais j'ai entendu des belles histoires sur ce match, c'était un sacré derby au cours d'une saison, cela serait vraiment bien de participer

à un de ces matchs", a ajouté le double champion du monde. Le match "North vs South" a eu lieu pour la première fois le 30 juin 1897 et opposait des joueurs évoluant sur les deux îles principales qui forment la Nouvelle-Zélande. Il a toutefois disparu du calendrier et n'a été disputé qu'à deux reprises depuis 1985. Le rugby néo-zélandais, comme mondial, est en suspens à cause de la pandémie du Covid-19, et ne sait pas encore quel sera son calendrier en 2020. Le Super Rugby, qui réunit des franchises d'Afrique du Sud, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, d'Argentine et du Japon, a été suspendu mi-mars après la 7e des 18 journées de la phase régulière. Les internationaux néo-zélandais participent aussi en temps normal au Rugby Championship, un

tournoi opposant les sélections de Nouvelle-Zélande, d'Australie, d'Afrique du Sud et d'Argentine. Des test-matches contre le pays de Galles et l'Ecosse en juillet à domicile, figurent également à leur calendrier mais pourraient être déprogrammés. La semaine dernière, la Fédération néo-zélandaise de rugby (NZR) et le syndicat des joueurs (NZRPA) ont trouvé un accord pour geler une somme de 25 millions de dollars néo-zélandais (environ 14 millions d'euros), correspondant à la moitié des revenus (salaires de base, primes, intéressement...) restant à percevoir par les joueurs jusqu'à la fin de l'année. L'accord concerne tous les joueurs du Super Rugby, le championnat des provinces de l'hémisphère Sud, dont les All Blacks.

AFRIQUE

Bounedjah meilleur buteur africain en matchs internationaux depuis 2017

L'attaquant international algérien d'Al-Sadd (Div.1 qatarie de football) Baghdad Bounedjah, est le meilleur buteur africain en matchs internationaux depuis 2017 avec 16 réalisations, devant l'Egyptien de Liverpool Mohamed Salah (14 buts), rapporte mercredi le site spécialisé DzFoot.

En équipe nationale, le natif d'Oran devance durant cette même période l'ailier droit de Manchester City (Angleterre) Riyad Mahrez (9 buts), l'attaquant de l'AS Monaco (France) Islam Slimani (6 buts), et le milieu offensif d'Al-Ahly (Arabie saoudite) Youcef Belaïli (5 buts).

L'ancien buteur de l'ES Sahel (Ligue 1 tunisienne) avait inscrit l'unique but de la finale de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, remporté par les "Verts" face au Sénégal (1-0) en Egypte, 29 ans après leur premier sacre décroché en Algérie. Bounedjah (28 ans) fait partie d'une liste de seulement 7 joueurs africains qui ont inscrit au moins 10 buts internationaux depuis 2017. Opéré des adducteurs vendredi dernier, l'attaquant algérien aura besoin de quatre semaines de récupération, avant de



pouvoir reprendre l'entraînement quoti dien. A l'instar des autres championnats arabes, la compétition au Qatar est suspendue depuis un mois en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19). Avant l'arrêt du championnat, Al-Sadd pointait à la troisième

place au classement avec 32 points, à dix longueurs

d'Al-Duhail, solide leader avec 42 unités.

Classement des meilleurs buteurs africain depuis 2017

- 1- Baghdad Bounedjah (Algérie) 16 buts
- 2- Mohamed Salah (Egypte) 14 buts
- 3- Odion Ighalo (Nigéria) 13 buts
- 4- Michael Olunga (Kenya) 11 buts
- 5- Naïm Sliti (Tunisie) 10 buts
-). Cédric Bakambu (RD Congo) 10 buts
-). Khama Billiat (Zimbabwe) 10 buts.

FRANCE

L'Algérien Abdelmalek Mokdad pisté par le Stade lavallois (National)

Le milieu offensif algérien Abdelmalek Mokdad, sociétaire de Créteil (National) pourrait renforcer, dès la saison prochaine, les rangs du Stade lavallois, club du même palier, selon le site Actfoot.

"En proie à des difficultés dans la création du jeu, le Stade lavallois chercherait à se renforcer pour la saison prochaine avec la venue de l'Algérien Abdelmalek Mokdad, milieu offensif de Créteil, a indiqué la même source, ajoutant que les deux parties seraient bien en contact même si rien n'est fait.

Agé de 33 ans, l'Algérien a inscrit 9 buts en 22 rencontres cette saison sous le maillot crestolien qui occupe la 10e position en championnat avec 31 points, après 23 journées, juste derrière le Stade lavallois (32pts), mais loin du leader Dunkerque avec 46 points. Mokdad avait joué pour plu-



sieurs club algériens entre autres, le MC Alger, la JS Kabylie (Ligue 1) et le RC Arbaa (Ligue 2).

Outre Laval, le joueur algérien est également dans le viseur d'autres clubs de National.

LIGUE 1 TUNISIENNE (ES TUNIS)

Meziani et Tougaï intransférables (club)

L'Espérance sportive de Tunis (Ligue 1 tunisienne de football) a indiqué que les deux joueurs algériens, l'attaquant Tayeb Meziani et le défenseur Mohamed Amine Tougaï sont intransférables, tout en écartant l'idée d'engager le milieu offensif international libyen de l'USM Alger Muaid Ellafi.

"Ce genre d'informations infondées nuisent à la sérénité du club et à la bonne ambiance qui règne. Un site électronique tunisien a fait état de l'intérêt de l'EST pour les services du joueur libyen Muaid Ellafi contre la somme de

700.000 dollars en plus de Meziani et Tougaï.

Nous tenons à démentir cette information, nous n'avons pas l'intention d'engager ce joueur.

En plus, le club n'a pas l'intention de se passer des services de Meziani et Tougaï", a indiqué la formation tunisoise dans un communiqué publié sur son site officiel.

Outre Meziani et Tougaï, cinq autres joueurs algériens évoluent au sein du club tunisien : Abderraouf Benguit, Abderrahmane Meziane, Lyes Chetti, Abdelkader Bedrane, et Billel



Bensaha. L'Espérance, actuel leader du championnat tunisien, suspendu en raison du coronavirus (Covid-19), a pr profité de la nouvelle réglementation établie par

l'Union nord-africaine de football (UNAF) de considérer les joueurs de la Zone 1 en tant que locaux, pour engager ces joueurs algériens.

PREMIER LEAGUE ANGLAISE

West Ham et Crystal Palace renoncent à leur tournée estivale en Australie

West Ham et Crystal Palace, pensionnaires de la Premier league anglaise de football, ont renoncé mercredi à leur tournée estivale en Australie, en vue de la saison 2020-2021, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Les deux clubs londoniens devaient affronter le club australien de Brisbane dans le cadre d'un tournoi amical. "West Ham United a le regret de confirmer qu'en raison de l'impact de pandémie du Covid-19, la première édition de la Queensland Champions Cup était reportée", a indiqué le club de l'ouest de Londres.

"C'est très décevant, mais le football est secondaire au vu de la crise mondiale actuelle", a de son côté estimé le président de Crystal Palace, Steve Parish.

LIGUE NÉELANDAISE

La fédération envisage un arrêt définitif de la saison

La Fédération néerlandaise de football (KNVB) a annoncé mardi son intention d'arrêter la saison, sous réserve de consultations avec l'UEFA, après la décision du gouvernement de prolonger l'interdiction d'événements majeurs jusqu'au 1er septembre en raison de la pandémie de Covid-19.

"La commission du football professionnel a l'intention de ne pas continuer à jouer la compétition 2019/20. La KNVB consultera l'UEFA, après quoi une décision sera prise", a fait savoir la Fédération dans un communiqué, précisant que les clubs et les parties concernées se réuniront à ce sujet vendredi.

Si cette décision était entérinée dès vendredi, les Pays-Bas deviendraient le premier championnat de premier plan à jeter l'éponge.

La Belgique, qui doit prendre une décision lundi en fonction des annonces du gouvernement, pourrait suivre dans la foulée.

Selon le communiqué de la KNVB, les matches à huis clos ne sont pas possibles, car ils sont considérés comme des événements soumis à une autorisation et parce qu'ils nécessitent la présence de la police.

La Eredivisie (D1) et la Eerste divisie (D2) sont à l'arrêt depuis le 12 mars. Dans un premier temps, la suspension causée par la pandémie de coronavirus portait jusqu'au 6 avril et avait été prolongée jusqu'au 1er juin le 31 mars dernier.

La Fédération, le gouvernement et les clubs devraient se réunir vendredi pour évaluer les conséquences d'un arrêt de la compétition.

Les dirigeants de l'Ajax Amsterdam et du PSV Eindhoven ont déclaré comprendre la décision du gouvernement.

"La santé des citoyens passe avant tout", peut-on lire dans un communiqué du PSV.

L'Ajax Amsterdam est actuellement en tête du championnat, à égalité de points avec AZ Alkmaar, mais avec une meilleure différence de buts.

L'UEFA, qui a émis mardi une "forte recommandation" en vue d'achever les compétitions nationales, a laissé à ses fédérations membres jusqu'au 3 août pour terminer les compétitions nationales, mais "certains cas spéciaux seront étudiés une fois que des lignes directrices concernant la participation aux compétitions européennes pour les championnats annulés auront été développées", a indiqué l'instance européenne mardi. Il reste huit journées à jouer en Eredivisie et neuf journées plus les play-offs en D2. La finale de la Coupe des Pays-Bas doit aussi encore avoir lieu. La prolongation des mesures jusqu'au 1er septembre a aussi des conséquences sur le Grand Prix MotoGP de Assen, le GP de F1 de Zandvoort et les championnats des Pays-Bas de cyclisme.

CHAMPIONNAT D'EGYPTE Vers le prolongement du contrat de l'entraîneur d'Al Ahly

Les dirigeants du club phare d'Egypte, Al Ahly du Caire, comptent proposer un prolongement de contrat à l'entraîneur suisse René Weiler, a rapporté mardi la presse locale.

"Un prolongement de contrat de l'entraîneur d'Al Ahly du Caire est attendu au cours des prochaines heures", a indiqué la presse égyptienne. Le contrat du technicien suisse avec le club le plus titré en Egypte et en Afrique prend fin à la fin de l'actuelle saison.

Son adjoint, David Sesa, a révélé que Weiler aurait déjà trouvé un accord préliminaire avec le président du directoire d'Al Ahly et ancien international égyptien, Mahmoud Al Khatib, pour parapher un nouveau contrat de trois années.

Arrivé l'été 2019 en Egypte, René Weiler a donné un nouvel élan au club d'Al Ahly qui domine le championnat local et s'est qualifié pour les demi-finales de la Ligue des champions.

L'entraîneur des Diables rouges du Caire présente, avant l'arrêt du championnat d'Egypte en raison du coronavirus (Covid-19), des statistiques honorables, avec 24 victoires, 5 nuls et 2 défaites en 31 matches.

BUNDESLIGA ALLEMANDE Les clubs se prononcent jeudi sur la reprise de la compétition

Les clubs professionnels allemands se prononceront jeudi sur l'éventualité de reprendre la compétition le 9 mai prochain à huis clos, malgré les incertitudes liées au nouveau coronavirus (Covid-19).

L'enjeu financier est colossal: si le championnat, interrompu le 13 mars, est bouclé le 30 juin, le versement de droits télévisés d'une valeur estimée à environ 300 millions d'euros sera débloqué.

La décision de disputer les neuf journées restantes pourrait être prise jeudi lors d'une réunion par visioconférence entre des représentants des 36 clubs de première et deuxième divisions.

"Un week-end avec du football est beaucoup plus supportable qu'un week-end sans football", a fait valoir Markus Soder, dirigeant de la Bavière, qui abrite le club le plus titré du pays, le Bayern Munich.

"Il n'y aura plus de matches avec des spectateurs cette saison", a toutefois prévenu Armin Laschet, qui dirige la Rhénanie du Nord-Westphalie, le Land qui compte pas moins de sept clubs en Bundesliga, dont Dortmund et Monchengladbach, où évolue le défenseur international algérien Ramy Bensebaini.

Si l'Allemagne est moins déstabilisée que certains voisins européens par la pandémie, les grands rassemblements populaires restent interdits au moins jusqu'au 31 août.

Cette possible reprise a également reçu un accueil positif des grosses cylindrées du championnat, du Bayern (1er au classement avant l'interruption) à Dortmund en passant par le RB Leipzig. Leurs joueurs ont retrouvé par petits groupes ces dernières semaines le chemin de l'entraînement. "Tant que les règles pourront être respectées, les joueurs joueront, en quarantaine s'il le faut", a plaisanté la vedette du Bayern Thomas Müller.

Les clubs et la Ligue allemande sont invités à prendre des mesures sanitaires pour éviter toute contagion entre joueurs ou avec les dizaines de personnes présentes dans le stade lors d'une rencontre à huis clos.

APS

CORONAVIRUS/FOOT (FIFA- CAF) La FIFA décide d'un nouveau fonds d'aide pour le football

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé dans un communiqué que la FIFA a décidé d'un nouveau fonds d'aide et d'accompagnement pour le football, durant cette période de pandémie de coronavirus (Covid-19).

"La FIFA a décidé de créer, comme premières mesures la création d'un fonds d'aide lié à COVID-19 et une libération de la quote-part relative au programme Forward 2.0 avant les délais impartis", a indiqué la FAF sur son site officiel.

Cette décision intervient à la suite d'une réunion tenue, mardi, par skype, entre les présidents des Fédérations de l'UNAF (Algérie, Tunisie, Maroc, Egypte et Libye) et le directeur régional de la division Associations de la FIFA pour l'Afrique et les Caraïbes, Veron Mosengo-Omba, et le secrétaire général adjoint Mattias Grafstrom.

"Aussi la FIFA va annoncer de nouvelles mesures et instructions en direction des associations membres afin de faire face à cette situation", conclut l'instance.

Le président de la FAF, Khireddine Zetchi a exposé sur la situation sanitaire en Algérie, chiffres à l'appui et celle du football depuis l'arrêt de ses compétitions. Lors



de cette réunion, plusieurs sujets ont été débattus, notamment les aspects financiers et l'impact de la crise du Coronavirus sur les clubs et les fédérations.

Les représentants de la FIFA ont tenu à rappeler les décisions prises par l'instance internationale du football et les orientations de son président Gianni Infantino, pour une sortie de crise

et la prise en charge de toutes les problématiques, dont celles juridiques liées aux contrats des joueurs.

Il a été rappelé également le principe de laisser la latitude à chaque association de prendre les mesures nécessaires, notamment en ce qui concerne le retour progressif à l'activité et à la compétition footballistique, en fonction des données sa-

nitaires et des décisions qui seront prises par les gouvernements de chaque pays.

Enfin, les représentants de l'instance faitière ont informé les présidents des fédérations que de nouvelles décisions seront prises dans les prochains jours et seront portées à ces dernières, leur permettant ainsi de faire face à cette crise sans précédent.

ESPAGNE La Liga augmente son aide au sport amateur de 50 millions d'euros par an

La Liga, l'organisme de gestion du football professionnel espagnol, augmentera à hauteur de 50 millions d'euros par an sur les quatre prochaines années son aide au football féminin et au football amateur espagnol, ainsi qu'au reste des sports du pays, a annoncé ce mardi LaLiga.

La Liga et les clubs professionnels se sont engagés à "augmenter leur apport au football féminin, au football non-professionnel et aux autres fédérations sportives à hauteur de 50 millions d'euros par saison, ce qui monte le total de la prochaine saison à plus de 113 millions d'euros", a annoncé La Liga dans un communiqué,

après une longue réunion samedi avec la fédération espagnole de football (RFEF) et le Conseil Supérieur des Sports (CSD), organe du ministère des Sports espagnol.

Les sources de financement de cette aide proviennent "de pourcentages plus conséquents dans la redistribution des bénéfices de la ventes des droits audiovisuels de LaLiga destinés au CSD et à la RFEF, et une part plus importante des revenus provenant de la Coupe du Roi, destinées au football non-professionnel", a précisé LaLiga. La part destinée au CSD a été augmentée à 2,5% (auparavant 1%) afin de créer "un fonds de soutien

pour impulser le sport olympique et paralympique, et l'ouverture du sport à l'international", ajoute LaLiga dans son communiqué.

Le championnat espagnol de football offrira donc 25 millions d'euros supplémentaires, qui s'ajoutent "au montant déjà engagé précédemment, et le total s'élève donc à 51 millions d'euros annuels" pour les quatre prochaines saisons.

La Liga contribuera aussi à hauteur de 3,3 millions d'euros par an sur les trois prochaines saisons à un fonds de solidarité pour aider les joueurs non-professionnels, ajoute le communiqué.

BRÉSIL La fédération prévoit un mois de plus sans compétitions

La Confédération brésilienne de football (CBF) ne prévoit aucune compétition durant le mois de mai et n'exclut pas la possibilité de modifier le calendrier pour achever la saison du championnat en 2021.

"La CBF comprend qu'il n'y aura pas de football en mai, mais son retour ne peut pas aller au-delà de juin, sous peine de compromettre l'ensemble du calendrier national", a déclaré le président de la Fédération de Pernambuco, Evandro de Carvalho après avoir participé à une vidéoconférence avec des membres de la fédération brésilienne.

La pandémie du nouveau coronavirus, qui a fait déjà 2.575 décès au Brésil et 40

581 infections confirmées, a paralysé tous les tournois régionaux de football et mené à la suspension du championnat brésilien, qui devait s'achever la première semaine de mai.

Selon De Carvalho, la CBF a l'intention de commencer les compétitions nationales seulement après la fin des tournois régionaux, ce qui pourrait faire durer la Ligue jusqu'en 2021.

"L'objectif de la CBF est de terminer les tournois régionaux pour commencer le championnat brésilien. Il serait possible que la ligue se prolonge jusqu'à l'année prochaine", a-t-il déclaré.

Les clubs espèrent pouvoir reprendre l'entraîne-



ment au cours du mois de mai pour préparer physiquement les joueurs au redémarrage des compétitions, bien que cela ne soit possible que si les autorités sanitaires l'autorisent.

Cependant, le ministère

brésilien de la Santé s'attend à ce que le pic de la pandémie se produise en mai ou juin prochains. La CBF ne s'est pas encore prononcée officiellement sur le calendrier de reprise des compétitions de football.

ÖZIL REFUSE DE BAISSER SON SALAIRE

Face à une situation exceptionnelle provoquée par la pandémie de coronavirus, les joueurs d'Arsenal et le staff ont accepté lundi de baisser temporairement leur salaire de 12,5% sauf trois éléments d'après The Times, dont le milieu offensif Mesüt Özil (31 ans, 23 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison). En effet, l'Allemand ne veut pas précipiter une telle décision et attend de voir les réelles retombées économiques de l'arrêt des compétitions sur les finances du club londonien. Un comportement qui interpelle et agace outre-Manche, puisque l'Allemand n'est autre que le joueur le mieux rémunéré des Gunners avec des revenus hebdomadaires proches de 400 000€, soit un salaire annuel de plus de 19 M€. En revanche, l'identité des deux autres réfractaires demeure inconnue.



KLOPP : «NOUS NE CHANGERONS PAS»

Interrogé sur son équipe actuelle, le coach des Reds a affirmé que les principes seraient les mêmes la saison prochaine, et que les jeunes du centre de formation seraient la solution.

Liverpool prend son mal en patience. Alors que les championnats sont pour le moment toujours arrêtés, les Reds ne sont qu'à quelques points d'un titre de champion qui leur tend les bras, lui qui les a fait pendant près de trente ans. Pour en arriver là, Liverpool vient d'enchaîner deux saisons de très haut niveau, et a pour ce second exercice pris une large avance sur Manchester City.

Pour Jürgen Klopp, il y a encore de nombreuses choses à améliorer, mais concernant les principes fondamentaux de l'équipe, "Nous ne changerons pas" martèle le Normal One à Sky Sports. "C'est la première chose, mais notre succès dépendra aussi de ce que les autres équipes feront car elles ont encore la possibilité de s'améliorer aussi. Je ne sais pas ce que l'avenir nous réservera."

NAPLES DEMANDE 50M€ POUR MILIK

Le club italien de Naples est prêt à se séparer de son attaquant polonais Arkadiusz Milik en cas d'une offre de 50M€ ou plus.

Après quatre ans passés à San Paolo, Arkadiusz Milik devrait quitter sa formation italienne de Naples. D'après ce que révèle Sportitalia, les vice-champions d'Italie ont fixé à 50M€ son prix en vue d'un transfert. Ils sont exigeants et ils ont raison de l'être vu que l'international azurro a beaucoup de sollicitations actuellement. L'AC Milan et la Juventus, deux rivaux de Serie A, se sont notamment renseignés sur sa disponibilité. Milik a marqué 12 buts en 22 rencontres jouées cette saison dans le championnat italien. Son contrat avec les Partenopei s'étend jusqu'en 2022. S'il rejoint la Juve, il sera le premier polonais à en porter les couleurs depuis l'illustre Zbigniew Boniek.

La Roma veut relancer Thomas Lemar

Le champion du monde 2018 est en perte de vitesse depuis son départ de l'AS Monaco. Malheureusement, son transfert à l'Atletico Madrid s'est révélé être une mauvaise décision et l'ancien Caennais doit maintenant faire le bon choix pour se relancer. Alors que certains clubs anglais (dont Arsenal et Tottenham) semblent intéressés, Thomas Lemar pourrait découvrir la Serie A. En effet, le Corriere dello Sport indique que la Roma a coché le nom du Français et souhaite négocier un prêt avec option d'achat. Dans la capitale italienne, Lemar pourrait trouver un environnement propice pour démontrer qu'il est toujours un très beau joueur de football.



Umtiti ne veut pas quitter le navire

Annoncé sur le départ cet été, Samuel Umtiti ne verrait pas son avenir ailleurs qu'au FC Barcelone. Sport évoque ce mardi la situation de Samuel Umtiti au FC Barcelone. L'ancien joueur de l'OL fait partie des joueurs que le club catalan tenterait de pousser vers la sortie cet été afin de renflouer ses caisses pour pouvoir recruter, avec Lautaro Martinez (Inter Milan) et Neymar (PSG) comme cibles principales. Depuis son retour de la Coupe du monde en Russie, Umtiti peine à convaincre du Barça, diminué par un genou qui semble lui poser de plus en plus de soucis. Mais selon Sport, pas question pour lui de partir. « Il n'écouterait pas les offres. Il est heureux dans sa vie à Barcelone et veut retrouver ses galons », annonce le quotidien catalan, qui ajoute : « L'équipe compte plusieurs joueurs français (Dembélé, Griezmann et Lenglet) qui sont son meilleur soutien, mais il est respecté de tout le monde dans le vestiaire. » Le défenseur, qui serait dans le viseur de Manchester United, est lié au Barça jusqu'en juin 2023.

Chelsea aurait séduit Philippe Coutinho

Les Blues auraient un accord avec l'international brésilien. Actuellement prêté au Bayern Munich, le milieu offensif Philippe Coutinho ne sera pas conservé par les Bavarois à l'issue de la saison. Concernant son avenir, il pourrait rebondir du côté de l'Angleterre comme nous le révèle le quotidien Sport. En effet, l'international brésilien serait tombé d'accord avec Chelsea. Le joueur serait séduit à l'idée de rejoindre les Blues. Ces derniers vont maintenant devoir s'entendre avec le FC Barcelone concernant l'indemnité de transfert. Si le Barça espère obtenir un chèque de 90 millions d'euros pour son joueur, le club londonien ne veut pas mettre plus de 70 M€.

PRÉSIDENTE- PORTE-PAROLE-PANDÉMIE

Mohand Oussaïd Belaïd appelle les citoyens à davantage de discipline

Le ministre Conseiller à la communication, Porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd, s'est dit, lundi, optimiste quant à une plus grande maîtrise de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), appelant les citoyens à davantage de discipline afin de vaincre définitivement cette crise.

Lors d'une conférence de presse animée au siège de la Présidence de la République, Mohand Oussaïd Belaïd a indiqué que l'objectif de cette rencontre "est d'apporter les informations justes pour battre en brèche les rumeurs et les informations tendancieuses", évoquant "un climat d'optimisme quant à une plus grande maîtrise de la pandémie du Covid-19 au vu des indicateurs positifs sur l'amélioration de la situation sanitaire dans le pays ces derniers jours".

A ce propos, il a rappelé "le recul du nombre de cas atteints dans plusieurs wilayas, la hausse continue du nombre des malades guéris, 1.099 cas, et la baisse du nombre des décès durant les trois derniers jours à moins de 10 par jour". "Ces résultats réalisés grâce à l'aide d'Allah et aux grands efforts des corps médical et paramédical et de tous les autres secteurs concernés par la lutte contre la pandémie, ont été possibles, aussi, grâce aux décisions pertinentes du président de la République qui suit de très près l'évolution de la situation dans toutes les wilayas, et qui supervise en personne le pont aérien mis en place entre l'Algérie et la Chine pour l'acquisition des équipements médicaux nécessaires en un temps record", a souligné Belaïd Mohand Oussaïd.

Et d'ajouter que "le mérite revient aussi aux citoyens qui sont appelés à davantage de patience, de discipline et de vigilance durant le mois de Ramadan afin que nous puissions vaincre définitivement cette pandémie dans les meilleurs délais et renouer avec une vie normale dans toutes les institutions et au sein des familles".

A ce moment-là, a-t-il dit, "il sera



possible d'engager la mise en œuvre des agendas de l'édification de la nouvelle République, et en premier lieu, l'amendement de la Constitution". Le Porte-parole officiel de la présidence de la République a assuré, en outre, que "même si cette pandémie a relativement affecté la tenue des réunions périodiques du Conseil des ministres, qui s'est réuni hier en visioconférence, cette situation n'a nullement empêché le Président de la République de superviser au quotidien les activités du Gouvernement, de donner les instructions et directives nécessaires et de suivre l'évolution de la situation régionale et internationale, notamment dans le Sahel". Il a rappelé, dans ce sens, la visite effectuée par le président de la République à nombre d'établissements de santé dans la capitale pour s'enquérir de la santé des patients et de leur suivi médical et s'assurer du stock national de fournitures de lutte contre le Coronavirus, et des conditions de

travail des personnels du secteur de la santé. Il a souligné, en outre, la rencontre qu'il a eu avec les médecins et les membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, et l'hommage qu'il leur a rendu pour leur compétence et patriotisme.

Le Président de la République a maintenu ses entretiens avec les médias nationaux, conformément à ses engagements, a encore ajouté Belaïd Mohand Oussaïd.

Après avoir mis en avant la communication permanente instituée par la présidence de la République "à travers des communiqués quasi quotidiens pour tenir informée l'opinion publique de tous les développements", il a estimé que "c'est là, les prémices d'un nouveau mode de gouvernance basé sur la transparence, l'efficacité et la communication directe avec le citoyen, une communication qui était absente auparavant", a-t-il dit.

ALGÉRIE-PARLEMENTS

M. Chenine participe à la réunion du comité préparatoire de la 5^e conférence mondiale des présidents de parlement

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine a participé mardi par visioconférence à la troisième réunion du comité préparatoire de la 5^e conférence mondiale des présidents de Parlement prévue du 19 au 21 août prochain en Autriche, a indiqué un communiqué de la chambre basse du parlement. Regroupant vingt-deux (22) pays, la réunion a été l'occasion pour "débattre de l'ordre du jour de la conférence et du projet de la déclaration finale que l'Algérie a enrichi avec neuf propositions et modifications liées à l'importance de la solidarité internationale et l'action parlementaire

commune dans un contexte mondial exceptionnel marqué par la pandémie Covid-19 et les mutations que connaîtront les relations internationales", a précisé la même source. "Présentée et détaillée par M. Chenine, la proposition algérienne appelle à la révision des priorités de l'action parlementaire commune", entre autres "le droit d'accès aux soins pendant les crises, la diffusion de la culture du vivre-ensemble en paix, la promotion de l'action multilatérale pr éservant la souveraineté des pays ainsi que la paix, la sécurité et la prospérité tout en renforçant la solidarité entre les peuples du monde".

APN-LOIS-DÉBAT-VOTE

Deux projets de lois soumis mercredi au vote avec débat restreint

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, mercredi, une séance pour le vote avec débat restreint du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine ainsi que du projet de loi portant amendement du Code des procédures pénales, indique mardi un communiqué de l'APN. "Le bureau de l'APN avait approuvé, lors de sa réunion tenue hier lundi, la demande de la Commission des affaires juridiques, administratives

et des libertés relative à l'application des procédures prévues par l'article 36 de la loi organique 16-12 du 25 août 2016 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'APN et du Conseil de la Nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, par le recours au vote avec débat restreint et ce au vu des circonstances exceptionnelles que traverse le pays du fait de la pandémie Covid-19", conclut le communiqué.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Destruction d'une casemate pour terroristes à Djelfa et deux bombes de confection artisanale à Jijel

Une casemate pour terroristes contenant une quantité de munitions a été découverte et détruite lundi à Djelfa par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), alors que deux bombes de confection artisanale ont été détruites à Jijel par un autre détachement de l'ANP, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 20 avril 2020, suite à une opération de fouille et de ratissage dans la zone de Oued El Ghirane à Djelfa en 1^{ère} Région militaire (RM), une casemate pour terroristes contenant deux (2) fusils de type "Muser", une quantité de munitions, une bombe de confection artisanale et d'autres objets, alors qu'un autre détachement de l'ANP a détruit deux (2) bombes de confection artisanale et ce, dans la localité de Djebel Sadat, commune de Chakfa, wilaya de Jijel en 5^{ème} RM", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre

la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP "ont appréhendé, en coordination avec les services des Douanes, lors d'opérations distinctes menées à Tamranasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar en 6^{ème} RM, 16 individus et saisi 07 véhicules tout-terrain, 04 camions, 15,58 tonnes de denrées alimentaires, 43220 litres de carburant, ainsi que 13 groupes électrogènes et 10 marteaux-piqueurs", ajoute le communiqué.

Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières "ont intercepté 13 narcotraffiquants en leur possession 113,780 kilogrammes de kif traité et 1064 comprimés psychotropes lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Relizane/2^{ème} RM et Aïn Defla/1^{ère} RM, tandis que des Garde-côtes ont saisi à Jijel/5^{ème} RM 37,07 kilogrammes de kif traité".

En outre, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont arrêté à Biskra/4^{ème} RM, un individu à bord d'une camionnette chargée de 1345 unités de tabac".

M. Belaïd Mohand Oussaïd met en avant les efforts consentis pour l'édification de l'Etat de droit

Le ministre conseiller à la communication, porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd a mis en avant mardi les efforts consentis pour l'édification d'un Etat de droit, soulignant le soutien du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la liberté de la presse à travers l'encouragement de la formation et du professionnalisme.

"Le Président Tebboune soutient fermement la liberté de la presse à travers l'encouragement de la formation et du professionnalisme, et l'accès des journalistes aux institutions", a déclaré M. Belaïd Mohand Oussaïd lors d'une conférence de presse. Il a relevé toutefois que cette liberté obéit à trois règles à savoir "le respect de la loi sur l'information, de l'éthique et des moeurs générales qui sont les limites de la liberté de la presse en Algérie". Répondant à une question sur l'arrestation de certains journalistes et la pression exercée sur certains journaux, le ministre a déclaré que "l'Algérie s'attèle à l'édification d'un Etat de droit et il existe des pratiques auxquelles se sont habituées certains, des pratiques qui n'ont pas de place dans un Etat de droit".

Il a mis souligné, à ce titre, "l'encouragement

total à la liberté de la presse en Algérie", soutenant qu'aucun pays dans la région arabe ou en Afrique ne dispose d'autant de médias, de sites électroniques et de chaînes de télévisions privées".

Et d'ajouter, "nous acceptons les critiques dans plus de 150 titres de presse, et c'est tout à fait normal, la démocratie c'est accepter l'avis contraire et le contre-pouvoir représenté par l'opposition". A une question sur le rôle de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) dans la lutte contre les informations fallacieuses (fake news), il a précisé que cette instance présidée par Mohamed Louber "existe bel et bien, et elle est en réalité en cours de formation", ajoutant qu'"auparavant elle n'était pas opérationnelle ni efficiente d'ailleurs". L'ARAV dispose désormais d'un nouveau siège et d'un président, cependant les circonstances actuelles induites par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus ont fait son travail, en tant que force, sur le terrain soit ajourné".

A cet effet, il a ajouté que "le ministère de la Communication fait son devoir pour combler le manque provisoire dans l'activité de cette autorité".